



Alliance mondiale de Citoyens pour
une Charte des Responsabilités humaines

Rapport 2004 et perspectives 2005

du Comité d'Animation international

Table de matières

I. Introduction: Le Comité d'animation international de la Charte en 2004:
Préparer le terrain

II. Synthèse des rapports d'activités 2004

III. Réunion du Comité d'animation international janvier 2005 Chili :
Conclusions et décisions

IV. Eléments principaux des rapports

Annexe I Plan de travail Europe nov. 2004-2005

Annexe II Membres du Comité d'animation international

Chapitre I

Introduction

Le Comité d'animation international de la Charte en 2004 :

Préparation du terrain

Venus en tant qu'individus, ils sont partis en tant que groupe

Octobre 2003, un bateau quitte le port d'Athènes. Parmi ses passagers il transporte *quatorze personnes* de différentes régions du monde, avec différentes histoires, cultures, problèmes, défis et espoirs. Un défi peu commun a décidé chacun d'entre eux à entreprendre le voyage sur l'île de Syros.

Une semaine plus tard, un bateau quitte le port de Syros, en direction d'Athènes. Parmi ses passagers, un *Comité international d'animation pour la promotion d'une Charte des responsabilités humaines*. Un groupe de quatorze personnes inspirées les unes des autres et aussi par une plus forte prise de conscience que, face à un monde en crise et à de nouveaux défis à tous les niveaux, un accord au niveau mondial pour que les Droits Humains soient couplés de Responsabilités humaines s'avère indispensable. Un groupe de personnes déterminé à construire les bases pour une plus grande prise de conscience - à tous les niveaux de leurs sociétés - que la "Responsabilité" n'est pas une option facultative ; que la responsabilité est à la portée de chaque individu. Un groupe déterminé à appeler toutes les personnes et associations à examiner ce que signifierait le fait d'agir de façon responsable et de s'y engager. Déterminé à relier des personnes sur cette question pour faire face à des défis communs. Déterminé à assumer ses propres responsabilités pour cet engagement commun.

Beaucoup d'idées ont émergé pendant cette semaine à Syros sur la marche à suivre pour trouver des méthodes et des moyens permettant à chacun de mettre en pratique cet engagement dans son propre contexte professionnel et géographique. Elles ont abouti aux programmes que les différents membres du Comité ont conçus avec des partenaires de leurs régions et qu'ils ont soumis à la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme pour un appui financier.

Bien que chacun des quatorze pays/régions espérait se voir assigner un appui financier plus conséquent, les membres du Comité ont décidé de continuer avec leurs projets, bien qu'avec des moyens financiers limités : € 15.000 par pays/région en 2004, et la même somme pour 2005. Comme l'a écrit l'un d'entre eux : *"Etant donné que toutes les personnes impliquées sont fortement engagées dans divers milieux professionnels, à la fois les institutions et les communautés, la Charte est devenue une 'responsabilité' supplémentaire 'sans ressources significatives pour l'appuyer"*.

Une initiative sans précédent

Les rapports d'activité 2004 montrent deux caractéristiques frappantes :

1. Un engagement profond de la part des membres du Comité à l'idée de donner une place centrale à la notion de Responsabilité comme valeur universelle et ligne directrice pour les comportements à tous les niveaux de la société ;
2. Un nombre incroyable d'actions créatrices pour ouvrir des portes à la Charte.

Promouvoir la notion de Responsabilité comme valeur centrale, traduire un texte unique de référence pour une Charte des responsabilités humaines en diverses versions culturellement adaptées et en principes applicables sur le plan professionnel, démarrer un processus mondial qui vise à impliquer une grande variété de groupes socioprofessionnels, tout cela constitue une initiative non seulement ambitieuse mais aussi sans précédent.

Concevoir et tester des stratégies

Bien que l'idée de Charte ait été discutée auparavant par divers groupes dans différentes régions du monde, nous pouvons avancer sans risque que l'année 2004 a marqué le début d'un processus de conception et de mise à l'épreuve de *plans stratégiques* pour la promotion de la Charte. Il fallait cette année-là trouver les bonnes personnes à intégrer dans les comités locaux, nationaux ou régionaux ; explorer quelles méthodes et quels moyens sont efficaces (ou non) avec quels

genres de groupes sociaux ; produire des matériaux ; diffuser la Charte dans des organisations et des réseaux socioprofessionnels existants ; organiser des conférences spécifiques, rédiger des articles, donner des discours ; développer et tester des méthodologies adaptées à des groupes spécifiques de la société... ; en un mot : mener des expériences de qualité dans tous les continents.

Expériences

Au cours de l'année 2004, il est apparu clairement que le double objectif d'attirer l'attention (avec un regard nouveau) sur l'idée de longue date qu'est celle de responsabilité humaine et de proposer un "troisième pilier" pour la vie internationale n'a de sens que si les personnes ont une affinité avec les valeurs et les enjeux moraux signalés dans la Charte.

Comme expliqué dans ce rapport, les expériences menées en 2004 montrent qu'en effet la Charte peut servir de catalyseur pour inciter des personnes à considérer ce qu'implique le fait d'agir de façon responsable. Et en effet, elle peut également servir de moyen pour relier les gens entre eux. Cependant, elle ne peut avoir d'impact que si chacun reconnaît sa pertinence pour la *condition humaine* partout dans le monde. Et pour cela, le fait d'assurer un suivi systématique après la présentation de la Charte s'est avéré être une condition essentielle.

Le temps est maintenant venu de consolider les expériences, de les analyser et d'échanger sur les leçons que l'on peut en tirer.

Communication

Grâce à l'appui technique inestimable de Lydia Nicollet, le Comité a pu communiquer en trois langues : français, anglais et espagnol. Une liste plus large de personnes intéressées au processus de la Charte reçoit régulièrement des informations à travers le forum électronique de la Charte.

Pour donner suite aux informations (que la Fondation Charles Léopold Mayer a fournies) sur d'autres groupes travaillant avec la Charte, des contacts ont été établis avec eux également.

Grâce à l'appui technique expert de Natalia Massa, un site web spécifique pour la Charte a été ouvert à un public plus large en janvier 2005. Le site sera géré par un comité composé de Natalia Massia, Lydia Nicollet, Gustavo Marin, et Edith Sizoo. Nous espérons que ce sera un outil efficace et puissant pour communiquer avec un public beaucoup plus large.

Prendre racine

Mais la communication, même si elle est indispensable, n'est pas la condition finale pour avoir l'impact espéré. Au bout du compte, tout dépend d'au moins deux choses :

- S'il s'avère possible d'utiliser les principes décrits dans la Charte comme "*fondement pour créer des lignes directrices (culturellement et/ou professionnellement adaptées) qui nous parlent de façon intime quand nous rentrons chez nous et de façon aussi intime quand nous entrons dans le monde extérieur*" (Sudha Reddy),
- Et si tout ceux qui prennent au sérieux l'implication de leurs responsabilités en tant que personnes et en tant que groupes vont montrer un engagement politique qui vise à faire adopter une Charte des responsabilités humaines aux niveaux les plus élevés des Institutions Mondiales de Gouvernance.

Nous nous trouvons au tout début très d'un long processus. L'histoire nous dira si notre engagement en valait la peine.

Chapitre II

Synthèse des rapports d'activités 2004

La Fondation Charles Léopold Mayer s'est engagée à contribuer aux mutations à long terme de nos sociétés. Pour cela, elle soutient l'émergence d'une communauté mondiale capable de concevoir et de mener trois mutations majeures :

de nouvelles régulations sociales, politiques et institutionnelles du local vers le global (la révolution de la gouvernance) ;

un fondement éthique commun (la Charte des responsabilités humaines) et de nouveaux modèles de développement.

Cela requiert un aller et retour permanent entre diversité (exprimée dans ses différentes dimensions) et unité (exprimée par une attention constante à la gestion des relations et à la consistance territoriale).

Pour mettre en application ces lignes directrices, elle combine trois formes d'action :

promotion d'idées ;

appui à l'émergence d'alliances citoyennes ;

et promotion de l'amélioration des méthodes."

Résumé Projet 2003-2010 de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

Ouvrir des portes à la Charte des responsabilités humaines

Méthodes et moyens

Ce chapitre propose une synthèse des rapports des quatorze pays / régions où les membres du Comité d'animation de la Charte ont concentré leurs activités. Les éléments principaux des rapports sont cités dans le chapitre IV. La synthèse est structurée autour des points suivants :

1. Promotion de l'idée
2. Développement de méthodes
3. Incitation à des alliances citoyennes
4. Défis à relever

1. Promotion de l'idée

Suite aux discussions lors de la première réunion "fondatrice" du Comité d'animation de la Charte à Syros (octobre 2003), les membres du Comité ont généralement débuté avec deux actions reliées :

- former un Comité local / national de la Charte
- diffuser la promotion de la Charte dans des organisations et des groupes socioprofessionnels existants.

Les différents comités nationaux sont composés de personnes clés impliquées dans une grande diversité de milieux (ou secteurs) de la société. Elles incluent des intellectuels de plusieurs disciplines, des journalistes, des artistes, des éducateurs, des écologistes, des fonctionnaires du gouvernement, des politiciens, des travailleurs sociaux, des militants des droits humains, des chefs de communauté, et autres.

Le fait que ces comités sont à multiples facettes permet d'entrer dans la même diversité de réseaux, organisations et groupes socioprofessionnels.

Les rapports montrent donc que l'idée d'une nouvelle prise de conscience de la notion de Responsabilité face aux nouveaux défis du XXIème siècle a été introduite et mise en débat à de nombreuses occasions dans le monde entier, principalement à des niveaux de la société stratégiques et importants.

Quelques exemples de ces occasions :

- Chine : Conférence des pays en développement, Shaoxing
- Africa Social Forum, décembre 2004
- Civicus World Assembly, Botsana, mars 2004
- Global Ethics Initiative (Mary Robinson)
- Brésil : Programme national du Ministère de l'Éducation dans 27 Etats brésiliens (16.200 écoles atteintes)
- Brésil : Forum Mondial Culturel
- Chili : Assemblée sociale pour les Droits et les Responsabilités
- Chili : Assemblée latino-américaine sur l'Éthique, la Culture et la Responsabilité
- Colombie : programmes de radio et de télévision
- Togo : Conférence Ouest Africaine des professionnels judiciaires
- Belgique : Symposium de l'association Internationale des professionnels judiciaires
- Togo : 4 programmes de radio sur les principes de la Charte
- Inde et Philippines : ateliers avec des mouvements populaires urbains et ruraux

- Liban : Foire Annuelle du Livre Arabe
- Aotearoa-Nouvelle Zélande : Symposium sur la Responsabilité par rapport aux cultures, les systèmes traditionnels de gouvernement et de gestion des terres
- Canada : Conférence nationale sur la Responsabilité dans l'éducation
- Canada : Conférence sur la Responsabilité sociale dans les milieux d'affaires
- Etats-Unis : Comité International de pilotage pour la nouvelle initiative des Nations Unies sur l'Accès aux Services de Base pour tous
- Géorgie : Académie des Sciences

2. Développement de méthodes

2.1. Approches

Fondamentalement, deux approches méthodologiques ont été utilisées pour diffuser la Charte : une approche directe et une approche indirecte.

- Une approche directe implique l'organisation d'opportunités spécifiques pour des discussions approfondies autour de la Charte avec des groupes spécifiques.

Exemple des Philippines : la Charte a été présentée aux chefs des communautés de Sanlakas et une évaluation a ensuite été effectuée. La Charte a alors servi de point de départ pour leur formulation d'un Code d'Éthique pour les Chefs de Communautés populaires.

La méthode directe a été utilisée avec des groupes d'une grande diversité, souvent en rapport avec lesquels les membres du Comité d'animation international étaient déjà en lien.

Exemple: Zhao Yifeng (Chine), Cécile Sabourin (Canada) et Amina Rachid (Egypte), tous des professeurs d'université, se sont rapprochés dans un premier temps de groupes universitaires, pendant que Ziad Majed (Liban), journaliste, a bénéficié de ses contacts dans le monde des médias, Isis Palma (Brésil) de ses contacts proches avec le Ministère de l'Éducation, Sudha Sreenivasa Reddy, Pinky Castelo-Cupino et Diego Escobar de leurs contacts avec les mouvements populaires.

Les rapports montrent qu'à partir de ces points de départ (familiers), une série de nouvelles ouvertures dans d'autres secteurs de la société a vu le jour.

L'approche directe utilise des méthodologies participatives dans des réunions et des ateliers. Elle part du propre contexte des personnes, de leurs propres préoccupations et défis, de leurs propres responsabilités et de leur propre intérêt géographique et sectoriel. Souvent, après une analyse générale de ces questions par les participants de ce groupe, les 10 principes de la Charte sont discutés dans le but de montrer leur pertinence par rapport aux réalités concrètes de la vie des gens. Ils sont reformulés si nécessaire, en faisant des renvois à des

métaphores familières, des expressions culturelles et des proverbes afin de les immerger dans les propres références des gens.

- Une approche indirecte consiste à mener une activité qui ne se concentre pas sur la Charte elle-même, mais qui introduit la Charte dans le contexte de cette activité.

Exemple : Nouvelle Zélande. Dans la région du Lac Taupo, un comité indigène et une agence du gouvernement ont développé des protocoles pour une collaboration efficace sur la gestion des terres qui appuient à la sauvegarde de la culture, en association avec des opérations territoriales et commerciales du département d'Etat. Un projet de recherche pour enquêter sur ce projet comme étude de cas a pu se relier avec l'initiative de la Charte et introduire le thème de la responsabilité dans le projet.

L'approche indirecte ouvre un espace beaucoup plus large de possibilités. Elle permet de créer des partenariats avec des personnes et organisations avec lesquelles on n'était pas nécessairement en lien auparavant. Cependant, le suivi qui est indispensable est souvent plus difficile à réaliser.

Les deux approches ont utilisé le texte actuel de la Charte comme "*pré-texte*" dans les deux sens du terme : un *prétexte* pour introduire une réflexion sur la "responsabilité" et un *pré-texte* dans le sens d'un texte en évolution.

Dans les deux cas la présentation de la Charte a été renforcée par différents types de matériaux produits au préalable.

2.2. Production de matériaux

Un effort considérable a été fait pour produire des matériaux pour la promotion de la Charte :

* Des traductions de la Charte ont été faites dans au moins 28 langues :

Le chinois mandarin, le malais bahassa, six langues indiennes (hindi, marathi, kanada, telugu, tamil, malayalam), philippin, portugais brésilien, langues du Chili et du Pérou (rapa nui, mapudungun et aymara), langues africaines (wolof, fon, haoussa, yoruba, mina), arabe, maori, géorgien, russe, croate, tadjiki, persan, grec, allemand, hollandais (et peut-être d'autres dont nous ne connaissons pas l'existence).

Des copies de la Charte dans ces langues ont été distribuées par centaines / milliers.

* Vidéos (Brésil, Philippines, Chili, Colombie)

* Dépliants sur la Charte (Brésil, Afrique de l'Ouest, Nouvelle Zélande, Canada)

* Brochure sur l'origine de la Charte en arabe (Liban)

* Livrets sur des discussions par plusieurs groupes sur la Charte (Chili, Colombie)

- * Articles (Nouvelle Zélande)
- * Sites Web (Canada, Inde, Colombie, Etats-Unis)
- * Étude sociologique sur la perception de la responsabilité de groupes sociaux (Egypte)
- * Un LOGO de la Charte.

3. Incitation à des alliances citoyennes

Les méthodes et moyens choisis par les membres du Comité international d'animation pour ouvrir des portes à la Charte fournissent des éléments à ce jeu de construction pour l'objectif à plus long terme qui est de stimuler l'émergence d'alliances "citoyennes".

Un jeu de construction

1. L'existence et la manière de fonctionner du Comité international d'animation de la Charte est un jeu de construction en lui-même du fait que sa composition facilite les interconnexions entre réseaux sociaux et professionnels entre régions et mêmes continents. Par exemple : les réseaux africain et belge de professionnels judiciaires ; les réseaux brésilien et canadien d'éducateurs ; les réseaux chinois, égyptien, chilien et canadien d'universitaires ; les réseaux libanais et brésilien de journalistes, et ainsi de suite.

2. Les nombreux nouveaux partenariats constituent d'autres occasions pour l'émergence d'alliances "citoyennes".

3. L'approche directe et indirecte proposent, à la fois, une orientation pour susciter l'émergence de ces alliances, en mettant au centre une réflexion sur l'implication concrète du fait d'assumer des responsabilités personnelles et collectives, par exemple en développant avec les groupes concernés des Codes de Conduite Éthiques spécifiques à chaque groupe.

4. Les outils de communication développés par la Fondation Charles Léopold Mayer (site web, fiches d'expérience, fiches-info, méthodes cartographiques), même s'ils ne sont pas encore utilisés systématiquement, joueront un rôle de plus en plus important comme atout pour contribuer à l'émergence d'alliances "citoyennes".

4. Défis à relever

A partir des expériences vécues jusqu'à présent dans les 14 pays / régions et des difficultés mentionnées dans les rapports 2004, les défis à relever pourraient être résumés comme suit (note : PAS par ordre d'importance ou de priorité) :

Entrer en dialogue avec des institutions et initiatives de gouvernance mondiale

Se relier entre régions et continents

Obtenir un appui moral et/ou actif de personnes et institutions de haut niveau, respectées sur le plan international.

Poursuivre et consolider les ouvertures opérées pendant l'année 2004

Atteindre des groupes sociaux "indifférents" ou même "résistants"

Rassembler des commentaires sur le présent texte de la Charte

Établir un système efficace de systématisation d'expériences

Établir un système de communication pour l'échange d'expériences et d'informations qui prenne le moins de temps possible en termes d'apport et d'utilisation de l'information

Diversifier les sources d'appui financier.

Chapitre III

Rencontre du Comité d'animation international janvier 2005 Chili

Conclusions et décisions, Résumé

5 domaines d'activités de la Charte

1. Local et régional à plusieurs niveaux de la société	2. Groupes (inter)nationaux par secteur	3. Gouvernance Mondiale - institutions - initiatives	4. - Collecte d'expériences - Recherche - Publications
- <i>leaders d'opinion</i>	- <i>Alliances</i>	- <i>Nations Unies</i>	- <i>fiches d'info</i>
- <i>universitaires</i>	- <i>Citoyennes</i>	- <i>Union européenne</i>	- <i>standard</i>
- <i>jeunes</i>	* <i>habitat</i>	- <i>Union Africaine</i>	- <i>recherche</i>
- <i>femmes</i>	* <i>gouvernement</i>	- <i>UNESCO</i>	- <i>Recherche</i>
- <i>journalistes</i>	* <i>économie sociale</i>	- <i>OMT</i>	- <i>interculturelle</i>
- <i>professionnels</i>	* <i>médias</i>	- <i>Charte de la Terre</i>	- <i>campagne pour les</i>
- <i>judiciaires</i>	* <i>éducation</i>		- <i>arts créatifs</i>
- <i>peuples indigènes</i>	* <i>justice</i>		- <i>matériel d'info</i>
- <i>groupes religieux</i>			- <i>publications</i>

5. communication

site web, forum de discussion sur internet, communication par courriel en trois langues

1. Activités locales et régionales à plusieurs niveaux de la société

Conclusions tirées des rapports d'activités dans les différents pays/régions

1. les activités développées par les 14 membres du Comité international et leurs équipes locales / régionales en 2004 constituent une source riche d'expériences avec l'introduction d'un débat autour de la notion de "Responsabilité" et l'idée d'une Charte internationale de Responsabilités Humaines.
2. Parmi les groupes sociaux et professionnels atteints dans les différents pays/régions certains sont différents les uns des autres et d'autres se rejoignent. Ces derniers sont spécialement intéressants comme source de comparaison. Tous mis ensemble, il y a maintenant des expériences avec des groupes/secteurs dans une bonne partie des *niveaux* de la société, bien que cela n'implique pas que tous les groupes sociaux et professionnels soient atteints.
3. La variété des groupes ciblés a fourni une information précieuse sur quels groupes sont raisonnablement ouverts pour une réflexion sur la Responsabilité et la Charte, et lesquels sont plus "résistants".

Exemples de groupes réticents identifiés jusqu'à maintenant : ONGs travaillant sur les Droits Humains (Colombie), politiciens (Chili, UE), gens cherchant des gains (personnels) matérialistes et le développement économique du pays (Chine), personnes sous la répression et sociétés "fermées" (Zimbabwe), personnes dans les sociétés qui se sentent "prises comme victimes" du fait de politiques internationales (monde arabe), personnes dans les pays où le gouvernement encourage la responsabilité civile afin de diminuer les responsabilités gouvernementales (Canada), (grand) groupes d'affaires.

4. Bien que l'objectif des activités soit commun (encourager un débat sur la Responsabilité et la Charte, contribuer à une "Culture de responsabilité"), les

approches méthodologiques doivent varier selon les intérêts, l'origine culturelle et la nature des groupes ciblés.

- Envoyer partout le texte de la Charte n'a pas de sens et peut même être contre-productif. Il y a un besoin d'expliquer l'origine de la Charte, les nouveaux défis du XXIème siècle, le processus, la dimension internationale, l'idée de "Troisième Pilier". Il faut éviter de donner une impression de "secte."

- La discussion doit commencer à partir du propre contexte des gens, de leurs problèmes et leur définition des priorités. Cela inclut aussi les croyances religieuses, la spiritualité. De là une discussion sur la Responsabilité peut être introduite et les 10 principes peuvent servir d'outil de discussion aussi bien que d'expression créative. Donc : transformer la Charte en un outil de communication.

5. Le travail de la Charte ne devrait pas être conçu comme un projet "séparé"/indépendant, mais doit être intégré efficacement dans des processus de travail existants d'organisations / programmes.

Exemples :

-1- au Brésil 120.000 écoles travailleront sur la Responsabilité et les principes de la Charte dans le cadre d'un programme initié par le Ministère d'Éducation, et dont est responsable un des membres du Comité de Coordination brésilien de la Charte;

-2- Conférence sur la responsabilité sociale des milieux d'affaires (Canada)

-3- Programmes radio (Togo, Colombie)

-4- Salon du Livre Arabe annuel (Liban)

-5- Ateliers avec des mouvements sociaux ruraux/urbains (Inde, Philippines, Colombie, Chili, Zimbabwe)

-6- Collaboration avec la Commission des Droits humains en Aotearoa-Nouvelle Zélande.

2. Groupes par secteur

1. Des expériences méthodologiques précieuses avec le travail de la Charte aux niveaux local et régional peuvent et doivent nourrir les approches de promotion

de la Charte selon les différents secteurs, mais aussi aux niveaux de la gouvernance mondiale.

2. Dans la plupart des Alliances de Citoyens émergentes qui ont une approche par secteur social ou professionnel, un ou plusieurs membres du Comité de la Charte est déjà actif ou pourrait établir des contacts facilement.

3. Alors que la première année d'activités a servi principalement à introduire le travail de la Charte dans des organisations/réseaux locaux/nationaux, le travail s'étendra dans les années à venir aux alliances citoyennes qui opèrent à niveau international.

3. Institutions et initiatives sur la Gouvernance mondiale

1. Pour se relier efficacement avec les institutions de gouvernance mondiale (celles de l'O.N.U., l'Union européenne, l'Union Africaine, etc.) et des initiatives de la société civile pour la gouvernance mondiale, un *groupe de travail* avec des membres du Comité de la Charte a été formé. Ce groupe peut être *élargi* avec les personnes appropriées d'autres alliances citoyennes, en particulier une alliance citoyenne sur la gouvernance mondiale.

2. Ce groupe de travail établira un *plan stratégique* pour attirer l'attention vers la Charte auprès de personnes clé dans les institutions et initiatives pour la Gouvernance mondiale de façon à encourager l'idée d'un "Troisième Pilier" pour la vie internationale.

3. Le plan établira des priorités quant aux organisations avec lesquelles se relier et des approches méthodologiques à essayer, pour éviter du gaspillage de temps et d'énergie. Tout comme le travail avec les groupes aux niveaux locaux de la société civile, un travail avec les institutions mondiales demande du temps, un investissement long terme, un travail en adéquation avec leur ordre du jour, et une intervention au bon moment.

Exemples :

- *Appel à commentaires de la Société civile sur le Plan de Réforme de l'O.N.U. du Secrétaire Général des Nations Unies*
- *14-16 Sept. 2005 Assemblée Générale des Chefs d'États et Conférence ONG*
- *Forum International Montréal- Gouvernance Mondiale, mai 2005*
- *Forum Progressif Mondial (parti Socialiste européen)*

4. Il apparaît qu'un dit "Troisième Pilier" ne devrait pas être construit depuis le haut, mais devrait s'asseoir sur la société civile internationale. Cet enracinement civique est une condition pour un soutien politique mondial pour un tel "pilier". Une prise de conscience croissante du besoin d'une "Culture de Responsabilité" mènera finalement à un appel à un accord international qui établisse des normes et des règles pas seulement sur la prise de responsabilités à tous les niveaux pertinents, mais aussi l'engagement public ('accountability') de l'exercice de responsabilités. C'est une des raisons pour lesquelles le Comité estime que ce travail de la Charte doit être fait à tous les niveaux de la société civile, aussi bien qu'aux plus hauts niveaux politiques.

4. Collecte d'expériences, Recherche et Publications, Communication

1. Fiches d'information standard

Il a été décidé d'encourager tous les membres du Comité de la Charte et leurs équipes locales / régionales à utiliser la fiches standard pour communiquer de l'information sur :

- des expériences méthodologiques qui introduisent le débat sur la Responsabilité et la Charte avec divers groupes sociaux et professionnels
- des commentaires sur la Charte (questions de contenu ou culturelles)
- des codes de conduite professionnels basés sur la Charte

- des chartes par secteur basées sur les 10 principes
- des articles apparentés, discours, livres, etc.

2. *Recherche comparative*

Une fois qu'assez d'information est rassemblée autour d'approches méthodologiques vis-à-vis plusieurs groupes sociaux et professionnels à travers les continents et leurs réactions, les recherches comparatives peuvent être lancées sur la pertinence de la Charte pour ces groupes.

3. *Recherche interculturelle sur la notion de Responsabilité et ses pratiques sociales*

Un groupe de recherche interculturelle de 10 chercheurs originaires de cultures / langues majeures dans le monde a été formé. Les membres de ce groupe définiront ensemble une méthodologie de recherche et produiront alors chacun un texte sur la notion de responsabilité dans leurs langues/cultures respectives. Ils mettront également en lumière les implications de ces perceptions dans les pratiques sociales par rapport à la prise de responsabilité et la manière d'en rendre compte. Une analyse transversale mettra en valeur où sont les différences possibles, et surtout en quoi la compréhension commune de la responsabilité à travers le monde consiste concrètement. Ce projet de recherches aboutira à un livre sur Cultures et Responsabilité.

4. *Campagne pour les arts créatifs*

La proposition brésilienne de démarrer une campagne pour les arts créatifs sur la Charte et ses principes a été acceptée. L'idée est d'inviter des artistes des différents continents à créer des posters sur chacun des dix principes. Ces derniers pourraient constituer une exposition itinérante, être regroupés dans un livre, et utilisés comme matériel pédagogique.

5. Production de matériaux d'Information et de Publications

La plupart des membres du Comité de la Charte ont déjà produit des matériaux d'information sur la Charte (dépliants, vidéo, posters, CD, etc.). Selon les besoins, cela va continuer. L'idée de spots TV a été lancée.

Livres en projet :

- Chine: une collection d'articles sur la Responsabilité
- Zimbabwe: les résultats de six études faites avec des groupes sociaux sur la "R"
- Egypte: les résultats d'une étude sociologique parmi des personnes à différents niveaux de la société sur leur perception et pratique de Responsabilité
- Pacifique du Sud : une Collection sur Gouvernance éthique
- "CULTURES ET RESPONSABILITÉ : approches éthiques et pratiques sociales"

6. Ré - écrire la Charte?

La question a été soulevée de savoir si une analyse profonde de toute l'information rassemblée sur les réactions à la Charte mènera à la conclusion que la Charte doit être adaptée. Le Comité est de l'opinion que ce n'est pas à ce seul groupe de décider là-dessus. Cependant, le Comité assume la responsabilité de fournir l'information et l'analyse nécessaires à la prise d'une telle décision. La période pour rassembler les expériences et les commentaires est estimée à 3-5 ans.

5. Communication : bilan, pistes de travail et de collaboration

Le forum électronique de la Charte : chart-resp@forums.alliance21.org

Il faut distinguer d'une part le *forum dit 'public'* de la Charte, qui est un véritable forum de discussion avec tous ses avantages (archivage, mise en commun) et qui

est archivé sur internet, et d'autre part le *forum dit 'interne'*, qui ne concerne que l'échange d'informations au sein du Comité international.

Le forum n'a pas encore offert de débats de fond très élaborés. C'est normal, car ce processus est récent. Le forum a fonctionné au rythme d'agendas spécifiques (budget, rencontre Chili, FSM...).

Le temps est venu pour que les membres du Comité s'approprient cet outil aussi en prenant des initiatives : lancer, suivre, relancer soi-même une discussion sur un thème précis, inciter à regrouper les infos, raconter ses expériences sur ce sujet (fiches de systématisation). Un calendrier des thèmes de discussion en fonction des activités et besoins peut également être envisagé.

Le site qui accueille le forum de discussions de la Charte permet aussi d'archiver des documents que l'on veut mettre à la disposition des membres de ce forum. Il suffit de les envoyer à Lydia Nicollet. Leur traduction sera assurée selon la longueur du document.

Le site web de la Charte : <http://allies.alliance21.org/charter>

La Colombie, les Etats Unis et l'Inde ont leur propre site, mais un lien a été fait directement depuis le site principal, ce qui permet d'avoir toutes les informations à partir d'un seul site. Toutefois, il faudra approfondir rapidement la question, avec les responsables techniques de chacun des sites pour voir si cette configuration ne limite pas l'accès aux informations disponibles à travers les recherches par mots-clés.

Le site propose une 1^{ère} version, en 3 langues. C'est un point de départ pour affûter cet outil de diffusion et de communication.

Intérêts majeurs du site

- archivage des informations à partager. Tout texte (y compris de fichiers audio, vidéo) pourra être téléchargeable),

- organisation de l'information : à la fois la structure du site proposée et la possibilité de faire des recherches d'information par mots clés permettent de classer les informations de façon à pouvoir les trouver et utiliser facilement. Un annuaire basé sur les outils développés par Exemole sera mis en service.
- diffusion de l'info auprès des contacts et partenaires,
- moyen de communication entre animateurs : possibilité de faire des articulations (via les moteurs de recherche notamment).

Fonctionnement du site

Le site est géré par Natalia Massa pour les aspects techniques et Lydia Nicollet pour le contenu. Le logiciel spip est utilisé, gratuit, très facile d'utilisation.

Progressivement, l'objectif est que chacun sache manier spip pour gérer directement et de façon quasi autonome ses pages régionales (sauf pour les aspects trop techniques).

Le choix de l'information publiée sur le site est fait par les coordinateurs régionaux. L'équipe d'administrateurs s'occupe des informations générales.

* * * * *

QUI FAIT QUOI ?

1. Approfondir et étendre les activités locales / régionales: TOUS
2. Se relier avec des alliances citoyennes/d'autres Réseaux: CHACUN selon l'accès
3. Groupe de travail sur les Institutions/Initiatives de gouvernance mondiale:
Ziad Majed
John Stewart
José Domingo Vasconcelos
Betsan Martin
Cécile Sabourin
Rob Wheeler
4. Concepts Culturels sur Responsabilité:
Edith Sizoo
Sidiki Daff
ZHAO Yifeng
Isis de Palma
Sudha Sreenivasa
5. Campagne artistes: Isis de Palma
6. Synthèse Rapports d'activités 2005/6: Edith Sizoo
7. Communication (site web, courriel, forum de discussion): Lydia Nicollet

Prochaine rencontre du comité international de la charte

La proposition faite par Ziad Majed et Tannous Basil d'organiser la prochaine réunion du Comité au Liban, en septembre 2006, a été applaudie et acceptée à l'unanimité.

CHAPITRE IV

Eléments principaux des rapports d'activités 2004

Les membres du Comité d'animation ont présenté leurs rapports d'activités¹ selon les cinq points suivants :

- 1. Objectifs et Résultats*
- 2. Approches méthodologiques*
- 3. Difficultés*
- 4. Partenariats*
- 5. Projets prévus pour 2005*

Dans ce chapitre des extraits des rapports ont été regroupés selon chacun de ces points. Une analyse synthétique a déjà été présentée au chapitre II.

1. Objectifs et Résultats

Chine

Coordinateur: ZHAO Yifeng

Objectifs

Dans notre programme original de travail, nous avons 4 objectifs pour 2004:

1. Traduire la Charte en chinois en transposant son contenu et sa signification tout en s'adaptant au contexte culturel chinois et transmettre les idées communes majeures dans toute une série de textes en langues locales produites en consultation avec des groupes locaux. Donc développer une version réellement chinoise de la Charte.
2. Mener un travail de réinterprétation du contexte de la Charte à partir d'une perspective chinoise concernant sa culture, ses valeurs, traditions, et défis actuels.
3. Faire pleinement connaître au public chinois les concepts clés, les principes essentiels et la structure de la Charte. Provoquer des occasions pour que les gens s'impliquent dans la communication internationale et les échanges autour de la Charte. Produire des publications et autres matériaux pour le public général.

¹Les rapports complets sont disponibles sur demande. Le plan de travail en Europe a pu être terminé en novembre 2004 dont une version abrégée se trouve dans l'Annexe I.

4. Participer à des efforts conjoints de promotion de la Charte dans la région Asie-Pacifique et dans le monde.

Depuis la réduction du budget original, si l'orientation générale est restée la même, le nombre d'objectifs actuels a dû être limité pour nous concentrer sur les 2 premiers points sur lesquels nous avons commencé à travailler pour atteindre les objectifs 3 et 4.

Résultats

Le travail suivant a été réalisé pendant l'année 2004. La traduction en chinois mandarin du texte de la Charte a été effectuée en avril. Basée sur les traductions chinoises préalables de Yu Shuo et Zhao Yifeng, cette nouvelle version était beaucoup plus adaptée et acceptable en termes de rédaction et de conception. 5000 copies ont été imprimées et distribuées à un large public à travers des efforts individuels et durant des occasions publiques, comme :

- la conférence des pays en développement, dans la ville de Shaoxing, à laquelle ont assisté Pierre Calame et d'autres intellectuels très reconnus venant de l'étranger ;
- la semaine du Film Indien dans la ville de Guangzhou, à laquelle ont assisté Gustavo, Yu Shuo, Makarand et un grand public de la région de Guangzhou;
- les séminaires tenus respectivement à Guangzhou et Changchun autour de la charte ; puis en séances de groupe avec des questions sur les concepts clés de la Charte.

Des réactions sur la version chinoise de la Charte sont actuellement étudiées pour réviser à nouveau le document. Ces activités ont permis de produire le texte de base de la Charte comme document de travail pour atteindre les gens et obtenir une certaine attention dans quelques domaines et groupes sociaux clés.

Telles ont été les priorités pour 2004.

D'autres activités ont été menées. Parmi elles, les plus importantes sont les suivantes :

1. formation d'une équipe de travail de 10 personnes ;
2. à partir de nombreux contacts et discussions, esquisse d'un plan de travail pour la Collection de livres, comme mentionné dans notre projet général initial.

Les personnes suivantes ont été contactées pour siéger au Conseil de Publication pour la Collection de livres, qui s'intitule *Forum de Citoyens du Monde*.

Parmi elles : Zhao Yifeng, Yu Shuo, Jin Yan, Shen Zuohong (éditeur), Dong Xiaochuan.

Des membres étrangers seront ensuite pris en compte et contactés.

Titres proposés pour la Collection de livres :

1. Troisième Pilier : Introduction à la Charte des responsabilités humaines
2. Sur la responsabilité humaine
3. Compréhension mutuelle et communication des personnes dans le monde contemporain

4. Valeurs chinoises dans une perspective mondiale contemporaine
5. Repenser la Gouvernance avec la Société civile
6. Science et Humanité : Questions d'éthique soulevées dans le développement moderne
7. Mondialisation économique et mondialisation humaine
8. Paix : Comment la rendre possible ?
9. Alternatives de développement
10. Diversité culturelle et religieuse vs. Mondialisation
11. Etat-Nation au 21^e siècle
12. Etres humains oubliés dans le développement

Les titres sont susceptibles d'être changés et ne seront peut-être pas tous publiés du fait des limitations de budget. Toutefois, nous essaierons d'en publier le plus possible. Les auteurs de ces livres participent à des séminaires et d'autres restent encore à identifier.

Philippines

Coordinatrice Fleur de Lys Castelo-Cupino

L'initiative philippine pour la promotion de la Charte des responsabilités humaines a commencé en janvier 2004. La dynamique du programme de la première année a été de préparer le terrain pour la diffusion de la Charte à travers la production de matériaux d'information et des possibilités de partenariat avec des ONGs et organisations de citoyens.

1. Production d'un documentaire vidéo de 20 minutes et livre pédagogique présentant "Comment les Iraya Mangyans, un peuple indigène de l'île de Mindoro, exercent la vie en communauté et les responsabilités environnementales". L'Organisation pour la Formation, la Recherche et le Développement (OTRADEV) est partenaire. Il s'agit d'une organisation de professionnels interdisciplinaires du développement social impliqués dans le développement rural. Les activités de suivi seront la diffusion du documentaire vidéo et du livre aux lycées et collèges dans l'ensemble du pays.

2. Rédaction et publication d'un Code d'Éthique pour les Chefs de Communautés de base. Ce travail se fait en partenariat avec SANLAKAS, une organisation nationale multi-sectorielle impliquée dans des campagnes pour la démocratie, le nationalisme, les droits et le bien-être des personnes. L'activité de suivi sera la diffusion du Code d'Éthique aux organisations de personnes dans l'ensemble du pays.

3. Créer une Bibliothèque des Responsabilités Humaines et prendre part à une campagne sur l'environnement avec des professeurs et des étudiants dans deux municipalités de Rizal, au bord de la Métropole de Manille. Ces projets sont

assurés par le Centre pour les Avenirs Positifs (CPF), impliqué dans une maternelle alternative et un lycée technique professionnel pour les personnes en difficulté économique. La bibliothèque sera ouverte à la communauté. La campagne pour l'environnement a été intitulée *Messages en Peinture pour la Terre*. Elle a pris la forme d'un Concours de Slogan en Peinture en partenariat avec le Département de l'Éducation.

4. Projets Spécifiques basés sur le barangay pour la promotion de la responsabilité à Barangay Banaba, San Mateo, Rizal. Un barangay est la plus petite unité gouvernementale aux Philippines. C'est aussi à Banaba que se situe la Bibliothèque des Responsabilités Humaines. Le projet spécifique assure la promotion autour du comportement responsable dans une localité, où l'impact peut être mesurable.

5. Un Camp pour la Paix mené par la Communauté de la Fondation des Apprentis dans une communauté urbaine pauvre de Barangay Payatas, Quezon City. La Communauté d'Apprentis est une école non traditionnelle qui enseigne la responsabilité sociale à des étudiants qui appartiennent à des familles de classe moyenne et supérieures. Leur Camp de la Paix qui a eu lieu en décembre 2004 a été appuyé par l'Alliance. Leur partenaire local est une organisation de propriétaires dans le barangay, composée principalement de femmes. Les enfants de lycées de classe moyenne ont enseigné à des enfants de la communauté âgés de 4 à 12 ans des travaux artistiques, des jeux, ils leur ont lu des histoires et ont mené d'autres activités pour la promotion de la paix et de la camaraderie entre des enfants de classes économiques différentes.

Cette activité pourra donner lieu à une publication des réflexions des enfants, en particulier sur le concept de responsabilité.

6. Établir des contacts entre individus et organisations autour de la Charte

- a. Université d'Action Catholique des Etudiants Philippins ;
- b. LIKHAAN, qui est une ONG sur les Droits de reproduction ;
- c. PILAKK, une organisation de femmes urbaines pauvres (Manille et banlieue);
- d. Makalaya, une organisation nationale de femmes pauvres en milieu rural et urbain.
- e. Fondation Tao, une ONG pour une nouvelle promotion culturelle, bourse aux peuples indigènes, et activités interculturelles dans des régions choisies.

Inde

Coordinatrice Sudha SREENIVASA REDDY

Notre objectif est d'arriver à mettre en débat et à faire comprendre le texte de la Charte des responsabilités humaines dans le contexte de la réhabilitation des femmes et des jeunes, des paysans, communautés tribales, ONG, écrivains, journalistes, professionnels (ingénieurs informatiques et gestionnaires) et toutes autres personnes actives socialement.

Les principes, largement décrits dans la Charte, sont les fondements à partir desquels nous espérons créer une charte qui nous parle intimement dans nos foyers, dans nos cœurs et dans le monde extérieur. Nous pensons que la réussite de la Charte dépend de la volonté politique à l'accepter comme Troisième pilier de la vie internationale.

Si le programme en Inde a démarré seulement en juin 2004, nous avons mobilisé nos efforts avec notre équipe de travail en consacrant plus de temps et d'énergie pour rattraper le temps perdu dans la promotion de la Charte. Notre équipe de travail regroupe :

Mme. Sudha S	Militante Sociale ; coordinatrice Asie du sud
M. Siddhartha	Ecrivain
M. Ramjan Darga	Journaliste
M. Jogi Panghaal	Designer et educateur
Dr Dinesh T	Chercheur en informatique
M. Sasi K P	Réalisateur, artiste et militant social
M. Aravind Menon	Ecrivain
M. Anugraha John	Jeune militant
Mlle Deepa A G	Jeune militante

Résultats

Traductions

Nous avons imprimé 1,000 copies dans chacune des quatre langues régionales du sud de l'Inde, le kannada, le telugu, le tamil et le malayalam, et avons distribué 300 à 500 copies dans ces quatre langues mais également en hindi et en marathi, ces deux dernières grâce au Dr Makarand Paranjape, (qui couvrent principalement le nord de l'Inde) à tous les dépositaires d'enjeux actuels.

Une approche diversifiée pour la diffusion

Seule une approche diversifié nous a semblé adaptée pour réellement diffuser La Charte, directement ou indirectement.

- Site web : pour mettre à jour les réactions des mouvements populaires, militants sociaux, ONGs, universitaires, écrivains, journalistes, professionnels des Technologies de l'Information, entrepreneurs, artistes, politiciens, acteurs, scientifiques.
- forum électronique : pour un dialogue et des discussions fréquentes avec un public sur la Charte, comme expliqué ci-dessus.
- médias écrits : articles sur la Charte publiés dans des langues régionales.

Livret : Ramjan Darga, un membre de l'équipe de travail et traducteur de la Charte en kannada, a écrit un dépliant sur le grand réformiste indien Basavanna du 12e siècle, et a mis en lien la spiritualité avec les principes de la Charte. Le livret est publié par l'Université de Gulbarga.

Ateliers et formations :

- ~~€€€~~ Ateliers de formation pour le leadership démocratique en utilisant les principes de la Charte. Des femmes illettrées et lettrées des secteurs à la fois rural et urbain appartenant à des castes, des religions et des langues différentes. Jusqu'à présent quelques 300 femmes ont bénéficié de ces programmes de formation.
- ~~€€€~~ Capacité de construction pour les militants sociaux et les ONGs : dans le cadre de la Charte, trois ateliers ont été organisés dans l'Andhra Pradesh et dans le Karnataka pour plus de 150 militants, depuis octobre dernier.
- ~~€€€~~ Ateliers en cours pour les professeurs de cours élémentaires sur l'éducation à l'environnement, commencée dans l'Andhra Pradesh en décembre : le résultat attendu est l'intégration des principes de la Charte dans les programmes scolaires comme responsabilité pour l'environnement.
- ~~€€€~~ Atelier national pour les jeunes sur 'Les jeunes, l'Éthique et l'Harmonie Communautaire' : l'atelier a permis l'approfondissement de la compréhension des principes de la Charte et une réécriture de ces derniers dans un style qui correspond au groupe spécifique.
- ~~€€€~~ Atelier national pour les femmes aînées de la base militantes de huit Etats qui ne sont pas du sud et appartiennent à l'Ekta Parishad.
- ~~€€€~~ Forum informel impliquant principalement des professionnels des TI et des chefs d'entreprises pour la responsabilité sociale et environnementale.

Dialogue avec des dépositaires d'enjeux de la société civile

Un des membres de notre équipe, Ramjan Darga, est en train de dialoguer avec un groupe d'intellectuels pour trouver des moyens pour rapprocher progressivement l'humanité et le monde sous ses formes innombrables avec l'aide de la Charte.

Actions pour la culture et l'environnement intégrant les valeurs de la Charte

L'un des grands problèmes dans des pays comme l'Inde est que les militants laïques se sont tellement éloignés des croyances culturelles et religieuses des gens qu'ils les laissent impuissants lorsque le communalisme (fondamentalisme religieux) commence à prendre racine. Dans une période de mondialisation, beaucoup de gens, y compris les pauvres, sont manipulés par des partis politiques opportunistes faisant en sorte qu'ils voient les religions et l'identité ethnique en termes exclusifs, et cela aboutit à diviser les gens et à encourager la violence. Ces dernières années, tous les pays d'Asie du sud ont vécu des conflits culturels violents.

Ce programme a deux dimensions. Le premier consiste à réinterpréter les pratiques et les traditions culturelles des gens, surtout lors de festivals, avec la Charte comme référence. La seconde consiste à mettre en place des groupes de chants, où les valeurs de la Charte sont chantées par les communautés pauvres exclues.

Brésil

Coordinatrice : Isis DE PALMA

Dans le plan de travail brésilien rédigé en 2003 nous avons 3 objectifs pour 2004.

- *Premier objectif.* Diffuser la Charte dans les secteurs sociaux que nous considérons clés pour faire avancer le processus.
- *Deuxième objectif.* Création d'un Réseau brésilien pour la Charte des responsabilités humaines dans les milieux des mouvements des entrepreneurs, mouvements pour l'environnement, réseaux de jeunes, droits humains et mouvements pour la paix, entités pour la citoyenneté, travailleurs dans les milieux culturels et éducatifs.
- *Troisième objectif.* Création du Comité Régional Pilote au Brésil et au Chili pour développer la diffusion de la Charte dans la Région.

Nous avons ciblé 4 domaines : Éducation, secteurs Social et Culturel et Communication visant les organisations de la société civile.

Notre contact le plus important (priorité) a été un lien au niveau gouvernemental, avec des programmes pédagogiques qui vont appuyer et faciliter la création du réseau au Brésil.

A) Education

Cette année nous avons diffusé la Charte dans 2 programmes du gouvernement et dans deux universités privées.

- Le premier est un programme national du Ministère de l'Éducation dans les 27 Etats du Brésil : *Vamos Cuidar do Brasil com as Escolas - Prenons soin du Brésil avec les écoles* -. Le but est d'impliquer 16.200 écoles (10% du total national), 32.000 professeurs et 32.000 jeunes dans les écoles publiques - deux professeurs et deux étudiants par école. Cet objectif est d'ailleurs susceptible d'être élargi à presque toutes les écoles du pays.
- Le deuxième est un programme pédagogique local pour les écoles publiques - (São Paulo Village) appelé *Politique et Citoyenneté dans les Écoles*. Ce cours est organisé par l'Institut Agora en Défense des Électeurs et de la Démocratie (Isis de Palma fait partie de la direction). Nous avons travaillé avec la Charte directement avec 590 éducateurs dans 21 lieux de la ville. En préparation nous avons formé des professeurs pour discuter de la Charte en utilisant la vidéo

brésilienne créée pour la Charte et la publication de la Charte. Cette action a été *reliée au thème de la Gouvernance locale*. Nous avons distribué 600 exemplaires de la Charte et 21 copies de la vidéo.

- Université UNISO Sorocaba SP – Le Professeur Marcos Reigota a organisé une activité de diffusion dans l'Université avec ses étudiants pendant les cours et durant un séminaire spécial. Ils ont aussi produit une vidéo avec des activités et des rapports sur la Charte.
- Université UNIUB Uberaba MG - Viviane Oliveira, Assistante du Professeur Suely Bernardes, a inclus la Charte et les Cahiers de Propositions de l'Alliance pour le XXI siècle dans un cours transversal du programme officiel 2005 au sein de l'Institut des Éducateurs Multiplicateurs. Ils constitueront un pôle de diffusion pour la Charte pour l'année prochaine.
- Forum Mondial de l'Éducation - São Paulo, Brésil, du 1er au 4 avril, nous avons diffusé la Charte dans une action avec les Tambours pour la Paix et dans une réunion sur les Programmes d'Éducation sur l'Environnement pour les professeurs et les étudiants.
- Le village de Jaboticabal (dans l'Etat de São Paulo) a organisé plusieurs réunions pour créer la Plate-forme des Responsabilités. L'initiative a été organisée par le secrétaire de l'éducation du gouvernement local avec toutes les écoles de la ville.
- Village de Ribeirão Preto (dans l'Etat de São Paulo) action locale - diffusion de la Charte dans les écoles publiques – Création du Réseau de Jeunes pour l'Éducation et l'Environnement (lié au programme national du Ministère de l'Éducation).

B) Expériences Sociales et de Gouvernance. En utilisant le budget d'un autre projet.

Projet 2004 Gouvernance. D'avril à décembre 2004 nous avons diffusé et étudié la Charte avec 12 étudiants universitaires. Ils participent au *Projet Gouvernance 2004* de l'Institut Agora pour la Défense des Électeurs et de la Démocratie. Il s'agit d'un projet de réflexion sur les *Cahiers de Propositions pour le XXIè siècle de l'Alliance particulièrement axés sur la Gouvernance*.

Nous sommes en train d'analyser les 10 principes pour la gouvernance et les 10 principes de la Charte à travers les 12 projets sociaux au Brésil - 8 dans São Paulo Village, 4 dans L'Etat de São Paulo et un autre en Argentine (une expérience sociale sur l'économie solidaire). Certains de ces projets sociaux aboutissent à des partenariats pour la diffusion de la Charte – Par exemple, MST (Mouvement des Sans Terre) et *Vivacidade*, une ONG du village de Ribeirão Preto.

C) Culture

Nous avons diffusé la Charte lors de plusieurs rencontres culturelles.

- Forum Culturel régional - Forum Intercommunal de Culture, Rio Claro SP, du 17 au 21 juin. Présentation de la Charte avec la vidéo et distribution d'exemplaires de la Charte, par Isis de Palma et Hamilton Faria.

- Le Forum Culturel Mondial, à São Paulo, Brésil, du 28 juin au 6 juillet. Présentation de la Charte avec la vidéo et diffusion de la Charte, par Isis de Palma.

Les Tambours pour la Paix ont ouvert la rencontre dans un grand espace du Forum avec quelques membres du Réseau Mondial des Artistes. Un grand nombre de Chartes et de dépliantes avec les principes de la Charte a été distribué. Nous avons discuté avec des artistes, des journalistes et le public sur les Responsabilités des Médias (Dialogues de rues).

- Dialogues sur les Responsabilités des Artistes avec l'Institut Pólis, 20 octobre (organisé par Hamilton Faria - Pólis)

D) Communication

Séminaire sur la Gouvernance Locale et Mondiale, avril 2004, avec Pierre Calame, co-organisé par l'Institut Pólis et l'Institut Ágora. Conférence de presse suite à la publication des Cahiers de Propositions de l'Alliance (publiés par l'Institut Polis). Diffusion de la Charte à des journalistes lors d'une conférence de presse.

Deux rencontres de journalistes sur les responsabilités des journalistes avec IPAZ - Agence Internationale de la Paix, en septembre 2004. La réunion a eu lieu suite à l'appel aux journalistes fait par la FPH (Manola Rauss) en même temps à Paris, Bangalore, Beiruth et São Paulo. Nous avons profité de l'occasion pour présenter l'Alliance et la Charte.

Chili

Coordinateur Carlos LIBERONA

Nous avons commencé en octobre 2003 à développer le programme au Chili, car il est très difficile de commencer au mois de janvier, qui correspond à une étape de fermeture d'activités plutôt que d'ouverture.

Le 6 Octobre 2003 : Atelier d'Organisation avec la participation d'écologistes, défenseurs des Droits de l'Homme, syndicats, jeunes, universitaires ; nous avons proposé un Nouveau Pacte Social pour le Chili, en plaçant au centre la Charte des responsabilités humaines.

Le 25 Octobre 2003 : Rencontre des milieux scolaire et universitaire ; nous avons créé le premier groupe d'animateurs de la Charte.

Du 1 au 15 Novembre 2003 : Préparation et démarrage de la campagne :

- a) nous avons traduit la Charte dans les dialectes populaires chilien et péruvien. : Rapa Nui, Mapudungun et Aymara.
- b) Nous avons fait 300 photocopies de la Charte.

c) Commencement du débat sur la Charte dans les Universités (du Chili, La República, Los Lagos, Université d'Humanisme Chrétien, Arcis et Père Hurtado).

e) Production et diffusion d'une vidéo.

Le 24 Novembre 2003 : Démarrage de la campagne régionale de soutien ; cette rencontre a rassemblé des écologistes, des jeunes, des paysans et des femmes et a eu lieu à Puren à 500 kms de Santiago.

Le 5 Décembre 2003 : A la Chambre des Députés, dont le siège est à Santiago, nous avons lancé le Forum National des droits et responsabilités des migrants, avec la participation de quelques 100 délégués. Il a été décidé de créer une Charte des responsabilités spécifique aux migrants.

Le 24 Janvier 2004 : Avec le comité d'animation déjà en fonctionnement, a été lancée l'Assemblée Nationale du Nouveau Pacte Social, qui a donné lieu à un processus mieux organisé de construction d'une réflexion et d'un appui à la Charte. Cette assemblée fut appelée *Assemblée Sociale pour les Droits et Responsabilités*.

En février 2004 nous avons évalué les activités et nous sommes rendu compte qu'il y aurait des changements dans les budgets ; à partir de là, nous avons commencé à essayer d'adapter nos activités et à modifier les priorités. Le processus a été maintenu dans le calendrier initial ; cependant nous avons mis l'accent sur le renforcement de l'engagement dans la Charte de petits groupes actifs.

Publications

Au niveau de la diffusion nous avons fait un changement : en plus de l'impression de 1000 dépliants sur lesquels nous avons repris la proposition de notre ami du Togo, en espagnol bien sûr, nous avons préparé la série de cahiers suivants :

1. Cahier de Réflexion N°1 – réalisé par des Universitaires (1000 exemplaires)
2. Cahier de Réflexion N°2 – Femmes et Responsabilités Humaines (à publier)
3. Migrants et Responsabilités Humaines
4. Religions et Responsabilités Humaines
5. Culture et Responsabilités Humaines

Ce travail assure la continuité de la réflexion et de la construction d'un soutien de la Charte.

Séminaires

- Étudiants et Responsabilités Humaines
- La Charte et les Professeurs Universitaires
- Visions masculine et féminine de La Charte
- Les Religieux et la Charte (en octobre prochain)
- Culture et Charte (séminaire latino-américain)
- D'autres activités sont prévues sur la réflexion des enfants sur la Charte et sur les mouvements sociaux et la Charte.

Colombie

Coordinateur Diego Escobar avec Claire Launay

La Charte des responsabilités doit permettre à la société civile de développer ses propres capacités pour promouvoir son pouvoir organisationnel et institutionnel et pour changer les stéréotypes de l'action qui se sont perpétués jusqu'alors. La société civile doit en effet participer à la création d'un nouveau type de gouvernance, par exemple renforcer les mécanismes de contrôle des médias de communication, de l'action des autorités locales, régionales, nationales, supranationales, des entreprises privées, et des mouvements sociaux sur des thèmes d'importance majeure comme la santé, l'éducation, l'environnement, la justice et la paix.

Le narcotrafic, la guerre, la pauvreté et la violence sont des problèmes toujours d'actualité. Si ceux-ci n'ont pas de solution à court terme, il est indispensable à moyen ou long terme d'associer d'autres regards et d'autres perspectives, comme ceux qui se construisent sur la notion de responsabilité. En effet, en plus d'être des problèmes politiques, économiques et sociaux, ils démontrent de profondes ruptures éthiques comme l'impunité, la dépréciation, le mépris des droits humains et civiques, le manque d'opportunité, l'intolérance, la discrimination et l'inégalité. En plus de la surexploitation des personnes et des ressources environnementales, ces questions clés doivent être abordées dans leur ensemble selon une réflexion implicite sur les pratiques du pouvoir, sur les référents moraux et éthiques et enfin sur l'action même de la citoyenneté.

Pour aborder cette question indispensable, le CINEP a mis en place une équipe de travail spécifique nommée 'citoyenneté, droits et responsabilités'. Celle-ci a pour objectif la promotion et le développement d'une citoyenneté sociale active avec une perspective intégrale des droits humains et des responsabilités à travers la formation, l'exigibilité et l'incidence politique sur le public.

Nous comptons donc sur cette équipe et le travail spécifique sur les responsabilités pour relever ce défi. Nous avons défini trois stratégies :

1. Expériences locales pilotes, formation de multiplicateurs sur les responsabilités avec un accent sur la méthodologie.

2. Construction de réseaux citoyens.
3. Réalisation d'activités de systématisation, production de matériel et formations thématiques.

Objectifs, secteurs sociaux et processus abordés par l'initiative

Depuis le lancement de l'initiative en 2003, nous avons obtenu des résultats bien au-delà de nos prévisions. Nous avons en effet dessiné et orienté le projet sur la divulgation de la Charte, or ce qui en est advenu est une orientation beaucoup plus liée à la construction et reconstruction de paramètres éthiques. Ces derniers constitueront sûrement une base forte pour l'élaboration d'un guide de changement sur la conception et l'action des transformations citoyennes nécessaires pour réussir une démocratie plus juste et solidaire en tenant compte du défi qu'est la mise en pratique des valeurs.

Premier résultats du travail

1. La Charte des responsabilités des femmes de la Vallée du Cauca
2. Constitution d'un groupe animateur de la Charte à Cali, appelé réseau d'initiative pour une citoyenneté responsable. L'un des ses objectifs prioritaires : se rapprocher d'autres milieux sociaux et les relier par l'action et la réflexion sur les responsabilités.
3. Mise en place d'un centre de documentation sur la Charte des responsabilités.
4. Brochure sur la Charte et les propositions de travail par secteur social.
5. Construction d'une page INTERNET sur la Charte et information sur chaque processus régional et sectoriel.
6. Utilisation des moyens de communication : vidéo, télévision, radio.
 - i. Canal tele Pacifico :
 - ii. Trois programmes sur le Canal régional "Buscar TV"
 - iii. Trois programmes radio sur la radio de l'Université publique de la Vallée
 - iv. Radio de l'Université de la Javeriana de Cali
 - v. Programme Vox Populi à Cartagena.
7. 25 fiches et documents de systématisation du processus de diffusion de la Charte en Colombie

Suite à la réunion de l'équipe d'Animation de la Charte à Syros en octobre 2003, nous avons conçu un processus initial de diffusion de la Charte au Zimbabwe et dans la région sud africaine. Durant cette première période, nous avons mis en œuvre la Charte, ses concepts et ses principes dans plusieurs secteurs clef au Zimbabwe, afin de nous donner les moyens de développer une équipe de travail nationale autour de la Charte ; et de faire les premiers pas pour mettre en place une équipe régionale de la Charte.

Ce processus a commencé en novembre 2003, par des réunions avec les membres du Forum des ONG zimbabwéennes sur les Droits Humains et avec la Coalition des Femmes. Nous avons établi quelques contacts régionaux pendant le Forum Social du Sud de l'Afrique tenu à Lusaka en décembre 2003.

Suite à la décision concernant le budget début 2004, et aux réactions des différents milieux rencontrés (qui incluent le monde ouvrier, la gouvernance et les autorités locales et les organisations de médias) il a été décidé que la principale forme d'activité pour la période couverte par le budget 2004 serait de commencer la production de ressources locales basées sur la Charte. Elles seraient constituées par les réactions de la communauté de base par rapport à la Charte, à ses concepts et à ses principes, et par des traductions de la Charte dans trois langues locales.

Cette décision a été basée sur plusieurs considérations : le climat politique de fermeture des espaces et les restrictions sur les événements et les rencontres ; la sensibilité politique sur les concepts de responsabilité et en particulier d'obligation à la responsabilité (accountability) dans le contexte zimbabwéen ; la sensibilité des autorités au Zimbabwe vis-à-vis de toute influence et interférence 'externe' et 'étrangère' ; l'importance d'un processus basé sur la communauté et la base.

Vers la production du livre de la Communauté sur la responsabilité : des négociations ont démarré avec ACPD, une organisation spécialisée dans l'édition communautaire. Nous avons conçu une stratégie pour introduire un processus de recherche et de rédaction à travers le réseau des chercheurs de la communauté, d'écrivains et d'artistes avec lesquels l'ACPD travaille. En juin 2004 un premier atelier a été organisé, en présentant les concepts aux chefs d'équipe de cinq équipes venant de cinq provinces du Zimbabwe : Mashonaland West, Midlands, Matebeleland South, Masvingo et Manicaland. Chaque équipe était composée de six à dix grands chercheurs, dont chacun travaillait avec dix à quinze autres personnes : on estime que quelques 600 personnes ont été impliquées dans le processus. Pour cela, nous avons écouté les gens, leurs idées et réactions au concept de responsabilité, leurs expériences négatives et positives sur la responsabilité, leur réaction à l'idée d'une charte, et leurs idées et recommandations sur la question d'augmenter les responsabilités dans la société Zimbabwéenne et dans le monde.

Un atelier d'évaluation des rapports s'est tenu en novembre 2004, et les cinq régions ont présenté leurs premiers rapports de recherche, qui comprenaient des travaux artistiques locaux et de la poésie.

Nous estimons que le travail à faire pour finaliser le livre durera encore environ six mois et qu'il sera publié autour de juillet 2005.

En plus de la rédaction de versions locales et d'une réaction de la communauté, la Charte a été introduite dans des ateliers au Zimbabwe dans les secteurs suivants :

Gouvernance locale : l'atelier de l'Association des Résidents Urbains de juillet 2004 était centrée sur les responsabilités des autorités locales pour les questions de gouvernance.

Droits Humains : deux réunions (juillet et septembre 2004) ont été organisées pour l'Association Umthunzini Mumvuri (association de victimes de la violence) où les principes et concepts de la Charte ont été perçus comme des appuis potentiels importants pour l'Association et son travail de représentation.

La Charte fut aussi présentée (mais pas directement impliquée) dans des ateliers de formation concernant le mode de pensée stratégique des syndicats, et dans des activités de formation pour les jeunes et les étudiants.

La Charte a été le thème d'un atelier au Forum Social du Zimbabwe, dans l'espace thématique autour de la Paix et les Droits Humains, en octobre 2004.

Nous pensons que l'introduction d'une version locale (zimbabwéenne) appropriée de la Charte (et des réflexions sur le concept, les thèmes et les principes) permettra un traitement beaucoup plus approfondi des principes et des thèses par secteur, et sera un moteur pour la formulation de réponses ou d'autres versions par secteur.

Au niveau régional, la Charte a été présentée et discutée au Forum Social du Sud de l'Afrique, en décembre 2003, au Forum Social Africain, en décembre 2004 (les deux tenus à Lusaka, Zambie), mais aussi lors du Forum Social du Zimbabwe, en octobre 2004. Elle a aussi été présentée et discutée à l'Assemblée Mondiale Civicus, à Gaborone, Botswana, en mars 2004, lors de discussions sur la paix et les Droits Humains, la réforme du système de gouvernance mondiale (avec l'initiative Ubuntu) et l'Initiative pour une Éthique Mondiale.

Afrique de l'Ouest

Coordinateur : Markoua DADJO

à partir de Novembre 2004: Sidiki DAFF

Un outil pédagogique a été conçu pour expliquer l'origine de cette Charte, son but et son objectif. Les 5000 dépliants produits ont été acheminés an Côte d'Ivoire, au

Sénégal, au Bénin, au Burkina Faso et au Togo pour les activités de promotion de la Charte.

Plusieurs collèges socioprofessionnels ont été associés aux activités de promotion de la Charte. Il s'agit des collèges suivants :

- Le collège des professionnels de la justice (association regroupant des juristes du Togo et du Burkina Faso engagés dans la lutte pour la gestion des conflits dans le Sahara) à démontré au cours d'une rencontre régionale à Lomé, que les valeurs défendues par les principes de la Charte des responsabilités humaines sont conformes aux dispositifs constitutionnels de la Charte de l'Unité Africaine et de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.
- Le collège des organisations non gouvernementales engagées dans les dynamiques de l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire a, au cours d'une rencontre régionale à Abidjan, utilisé le contexte de la crise socio-politique ivoirienne pour démontrer que l'application des principes stipulés par la Charte des responsabilités humaines permet de prévenir et de gérer les conflits en Afrique.
- Le collège des femmes du Togo a utilisé les principes de la Charte des responsabilités humaines pour argumenter son travail sur la promotion du genre et l'équité dans la gestion de la vie publique.
- Des organisations de la société civile togolaise ont décliné un cadre de renforcement des responsabilités des différents acteurs de la vie publique togolaise.

En outre et conformément à la convention signée entre le GARED et la FPH, des activités de promotion de la Charte ont été financées au Sénégal et Bénin.

A – Production d'outils pédagogiques

Des prospectus expliquant le processus de mise en dialogue de la Charte des responsabilités humaines avec comme objectif de constituer le troisième pilier de la vie internationale (après la Charte de l'Organisation des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) ont été produits comme outil pédagogique. Pays concernés : Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Sénégal.

Quantité totale : 5000 exemplaires.

B- Ateliers thématiques

Il s'agit de consulter, de tester la pertinence et d'évaluer des propositions réalistes et pragmatiques pour mettre en pratique les changements énoncés par la Charte des responsabilités humaines.

Activités Régionales

Il s'agit de rencontres régionales qui mettent en œuvre les participants de plusieurs pays.

Autres activités :

- Les masses médias ont été associées à la diffusion de la Charte. Ainsi, au terme d'un contrat entre le GARED et Tropik FM (une radio privée à Lomé), quatre émissions de trente minutes chacune dénommées « Les maux de notre société » ont été consacrées à la Charte des responsabilités humaines les 07, 14, 21 et 28 mai 2004. Il s'agit des émissions interactives où le journaliste présentateur présente des principes de la Charte et invite les gens à partager des expériences de cas où ils ont pris (ou pas) leur responsabilité dans la gestion des affaires publiques. Des cassettes audio de ces émissions sont en exploitation et constituent une source d'enrichissement sur un document qui est en train d'être élaboré par le GARED. (nous vous présenterons bientôt une initiative du GARED de produire un document qui aura pour titre : « les larmes du Togo »). En mai 2005, cette expérience enrichissante sera reconduite. Ce sera également l'occasion de présenter le chemin parcouru après une année de promotion de la Charte.
- Le 24 mars 2004, durant une émission de 30 mn. à la Radio Nationale Ivoirienne, Markoua Dadjo a présenté la Charte des responsabilités humaines en insistant sur les liens entre cette charte et la résolution de la crise socio-politique de ce pays.

Produits au Sénégal

Charte traduite du français en Wolof

Cassette audio : la Charte sous forme musicale

Appui financier : 1.500 euros

1. Activités de presse

-Vulgariser la Charte auprès des média écrits, ce qui a donné trois articles de presse (coupures remises a Catherine Guernier de la FPH) plus un texte sur internet.

- Discussion et vulgarisation de la Charte par des radios notamment les FM de Koungheul (centre est du Sénégal), Louga (centre ouest du Sénégal), Saint Louis (nord du Sénégal) et Dakar (ouest).

2. Conférences publiques

Ce sont des déplacements qui ont été l'occasion d'organiser des conférences publiques sur la Charte et la traduction de certains concepts du français au wolof. Au sein des linguistiques sénégalais, il y encore débat sur la traduction des concepts.

Le texte en wolof a été largement distribué chez les néo alphabétisés en wolof qui en ont fait un document de post-alphabétisation.

3. Vulgarisation

Le principe a été de donner la cassette et le texte en wolof à des groupes sociaux particuliers pouvant faire bon usage des produits :

- les organisations paysannes, notamment la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS), qui développent des outils de vulgarisation reposant sur l'écoute
- la coordination des ONG du Sénégal d'Appui au Développement (CONGAD) qui a des attaches dans tous le pays
- le mouvement des éclaireurs du Sénégal qui a utilisé ces cassettes dans ses jamborees et feux de camps
- Les groupes d'alphabétisation des adultes en langues nationales notamment l'Association Nationale pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (ANAF), qui a contribué à la traduction et à la mise en musique de la Charte) et le Comité National pour l'Alphabétisation et la Formation (CONAF). Le texte en wolof est pour ces associations un document de post alphabétisation et en plus il a été une occasion pour que ces associations discutent des concepts en langue nationale.

Les effets induits de la Charte en cassette

Nous avons été obligés de réajuster notre démarche qui, au départ, était centrée sur les villes. Nous nous sommes rendus compte que les citadins n'avaient pas beaucoup de temps à consacrer à l'écoute (la cassette dure 24 minutes), ce qui n'est pas le cas des ruraux. Cela explique les tournées organisées dans le monde rural. Le monde rural conserve encore une culture d'écoute qui se manifeste par des veillées de contes ou d'écoute d'émissions radiophoniques centrées sur le monde rural. D'ailleurs la radio FM Kounghoul (centrée sur le monde rural) a fait de la cassette l'indicateur d'une de ses émissions.

Egypte

Coordinatrice Amina RACHID

L'objectif pour 2004 était double :

1. la réalisation d'une étude sociologique sur le sens de la responsabilité tel que la population égyptienne la perçoit, la vit et la pratique.
2. La réalisation d'un documentaire vidéo sur le même sujet.

Suite à la réduction du budget attendu, nous avons choisi de commencer par l'étude sociologique.

Dans ce cadre nous avons donc interrogé près de 300 personnes selon les catégories suivantes :

- 1) L'âge, entre 16 et 70 ans
- 2) Le genre, 120 femmes, donc plus du tiers de l'échantillon
- 3) La religion, ¼ de Chrétiens, l'Egypte comptant 1/5 de Chrétiens, sur une population essentiellement constituée de Musulmans
- 4) La région, la Haute Egypte, le Delta, Le Caire, à savoir des habitants de villes de province, de la campagne et de la capitale

- 5) L'enseignement, analphabètes, culture moyenne, diplômés élèves
- 6) Le métier, la situation sociale :
 - a) Classes supérieures, professeurs d'Université, journalistes, parlementaires, médecins, ingénieurs, propriétaires terriens, administrateurs de banques et de sociétés importantes, hommes d'affaires
 - b) Classes moyennes, enseignants, fonctionnaires, employés dans les secteurs public et privé, commerçants, instituteurs, responsables de la sécurité, personnel des médias, écrivains
 - c) Classes populaires, degrés divers, entre cheikhs faisant le sermon du vendredi dans les mosquées, paysans, femmes analphabètes et ne travaillant pas, ouvriers du nettoyage, soldats de la sécurité centrale, marchands ambulants, domestiques, couturières, petits employés du gouvernement ou de commerce, chauffeurs d'autobus ou de micro-bus, petits artisans.

Résultats :

Les principaux résultats obtenus sont les suivants :

Notre société est en pleine crise et dans le contexte d'un état répressif où règnent le favoritisme et le népotisme, où les individus ont peu de droits et beaucoup de devoirs, la notion de responsabilité reste confuse, souvent confondue avec le devoir, incompatible avec l'idée d'une responsabilité librement choisie et assumée.

La notion la plus apparente est celle consacrée par la tradition : l'homme responsable du gagne-pain, la femme du ménage et des enfants, les responsabilités familiales qu'il s'agisse de la famille nucléaire dans les grandes villes ou étendue à la campagne.

Les militants, femmes ou hommes, parlent de la nécessité d'un changement, mais il y a souvent contradiction entre les propos progressistes et la pratique quotidienne.

Par rapport à la chose publique il y a un désintérêt qui va en augmentant comparé à des périodes de grande mobilisation et qui va de pair avec la responsabilité comme devoir familial : aux risques de la répression l'on parle de la nécessité de ne pas sacrifier les siens à des engagements dont les conséquences ne sont pas évidentes. Nombreux sont ceux qui ont parlé des temps qui ont changé : on pouvait autrefois donner sa vie pour son pays, aujourd'hui, non.

A ces propos s'ajoute le sentiment amer d'une impuissance due à la domination de l'Etat, et la servilité de celui-ci par rapport aux grandes puissances et notamment aux Etats-Unis, considérés comme responsables de tous les maux de l'humanité.

Les plus riches se sentent responsables de leurs biens et ignorent complètement leurs devoirs envers les nécessiteux. Les classes moyennes vivent dans l'angoisse des fins de mois et de l'éducation de leurs enfants. Les plus pauvres ont le sentiment que tout les dépasse, qu'ils n'ont aucun droit, que seul l'Etat peut changer les choses mais qu'il ne le fera pas.

Les ONG tentent de combler la fossé qui s'est creusé entre les gens et les « responsables » avouant ne parvenant pas à y réussir. Les militants ont pour

priorité la lutte contre la répression, la défense des droits des paysans et des ouvriers à l'intérieur, et le refus de l'occupation de l'Irak, la défense des droits de la Palestine, à l'extérieur.

Nous avons lu et fait lire la Charte, nous l'avons discutée, et dans l'ensemble les gens les plus conscients l'ont trouvée excellente. Mais des réserves sont apparues. Pour les uns, comment l'appliquer dans la mesure où nous manquons des conditions propices à mettre en pratique toute responsabilité ? La Charte est importante mais sans les moyens d'en réaliser les buts elle resterait sans impact. D'autres craignent dans notre contexte où l'image de l'Occident est aujourd'hui très négative que seul l'Occident puisse en profiter. Mais le processus est entamé et nous allons avoir besoin de temps pour diffuser la Charte.

Cette étude sera bien entendu publiée mais le dépouillement de toutes les réponses n'est pas encore terminé.

Liban

Coordinateur : Ziad MAJED avec Tannous BASIL

1. Traduction en arabe et publication

La Charte a été traduite en arabe. Nous l'avons publiée en **5.000** exemplaires et l'avons décorée avec une ancienne calligraphie arabe.

2. Deux réunions ont été organisées en octobre pour présenter la Charte et discuter sur la philosophie qui la guide : une à Beyrouth (64 personnes) et une à Nabatiyyeh dans le sud (72 personnes).

Des professeurs, des mouvements sociaux, des représentants et des étudiants militants étaient présents.

Des commentaires ont été faits sur les points suivants :

- La nécessité de mettre l'accent sur l'interdépendance humaine pour les questions de dignité, de liberté et de respect. L'idée que nous ne sommes pas vraiment libres quand d'autres personnes sont sous l'oppression, l'occupation, et privés des droits humains essentiels, fut celle qui a le plus intéressé les participants. Pour eux, elle devrait être encore plus élaborée dans la Charte.

- L'idée d'avoir un troisième pilier universel à lui seul est très importante. Cependant, il est tout aussi important d'avoir des outils et des instruments pour concrétiser le pilier et diffuser massivement ses valeurs dans le monde.

- Faire campagne à travers les universités, les clubs culturels, mouvements de média et sociaux fut une des propositions stratégiques pour le Liban. Quelques participants ont mentionné l'importance de créer un spot télévisuel qui présente la Charte en 30 secondes avec des images et de la musique de qualité en arrière-plan, et de l'envoyer aux chaînes satellites (comme al-Jazeera, numéro un dans la région arabe) pour la diffuser.

3. Conférence de presse suite à la publication des cahiers de propositions et à la distribution de la Charte aux journalistes.

Le Conseil Culturel pour le Sud Liban a publié en arabe 10 cahiers de propositions de l'Alliance. Une conférence de presse a été organisée en septembre pour présenter les cahiers. Nous nous sommes servis de l'événement pour distribuer des copies de la Charte aux journalistes présents à la conférence.

4. Stands à la Foire Annuelle du Livre Arabe à Beyrouth.

La Foire Annuelle du Livre Arabe se tiendra à Beyrouth, mi novembre, pendant 3 semaines.

Nous nous sommes mis d'accord avec les organisateurs pour avoir un stand où des copies de la Charte pourront être distribuées.

La Foire rassemble des milliers d'étudiants, de familles, d'intellectuels, d'auteurs, etc. C'est un événement très spécial qui attire beaucoup l'attention des médias.

5. Diffusion par Internet à des ONG libanaises, marocaines, algériennes, tunisiennes, égyptiennes, irakiennes, Bahraini, yéménites et palestiniennes, et à des étudiants d'universités à travers le Réseau d'ONGs Arabes pour le Développement (ANND) ; le Forum de la Gauche Démocratique aura lieu avant la fin de l'année.

Une fenêtre sur le site Web ANND présentera la Charte avec l'intégralité des textes en arabe et en anglais (plus d'informations sur le sujet ultérieurement).

Nouvelle Zélande

Coordinatrice : Betsan MARTIN

Les peuples Indigènes et les communautés ont été notre centre de priorité, et les relations entre les peuples Indigènes et plus tard les communautés de colons ont été une occasion pour mettre en valeur le concept de co-responsabilité et d'éthique. L'environnement fournit un thème de collaboration avec la responsabilité et l'éthique, et dans un but partagé – même si les approches peuvent se fonder sur des héritages culturels différents.

La Charte des responsabilités humaines est lancée dans une région où aucun autre projet ou réseau Alliance21 n'existe. Quatre des membres du Comité d'animation ont des liens préalables avec des projets Alliance21 à travers leur participation à des ateliers en Australie et en Inde, mais il n'existe actuellement aucun réseau de l'Alliance.

Comme il n'existe aucun réseau d'Alliés, le Comité d'animation de la Charte a décidé qu'un processus de travail à travers les organisations existantes serait le plus pratique, en particulier dans le nouveau cadre de financement.

Les membres du Comité sont les suivants :

Betsan Martin (Comité international d'animation)

Maria Humphries - Professeur de Gestion et d'Éthique

Te Kawehau Hoskins – Universitaire en Éducation Maori

Cherryl Te Waerangi Smith - Conseil Bioéthique NZ, Chercheur, militant Maori,

Loudeen Parsons - Chercheur social et organisateur, Île Du Pacifique, avec

Kiwi Tamasese - Chercheur social et leader, Île Du Pacifique

Christine Brown - Professeure ressource de Maori et participante à la communauté pour l'environnement (nous nous efforcerons d'ajouter des membres males !)

Avec les ressources disponibles, pour lesquelles nous sommes très sensibles, nous pouvons (en tant que comité national) nous rencontrer deux fois par an (formellement). Cela apporte de l'encouragement, de l'inspiration, des échanges d'idées et des éclaircissements sur le projet.

Si le concept de responsabilité est bien perçu, on sent une certaine distance du fait qu'il provient d'Europe.

Réussites

Droits Humains

C'est le réseau qui correspond le plus au travail de la Charte en Nouvelle Zélande.

Deux des membres du Comité se sont particulièrement impliqués dans les réseaux de Droits Humains où ils ont entamé des discussions pour une collaboration autour de l'introduction de la responsabilité.

Il a été d'abord proposé d'introduire dans la loi des dispositions vis-à-vis de la Responsabilité Humaine, à travers la législation sur les Droits Humains. Une réunion avec le Commissaire Principal des Droits Humains a eu lieu en novembre 2004. A ce niveau, les avancées prennent du temps et doivent aller de pair avec une diffusion large dans les organisations et milieux communautaires, pour la formulation des responsabilités en termes légaux.

Activités de partenariat pour l'environnement

Suite à un séminaire national que nous avons organisé sur l'Eau, au cours d'une initiative de l'Alliance en 2003, ont eu lieu différentes activités en lien avec l'écologie de l'eau et la gestion des terres.

Dans la région du Lac Taupo, un comité indigène et une agence du gouvernement ont développé des protocoles pour une collaboration efficace sur la gestion des terres qui appuient à la sauvegarde de la culture, en association avec des opérations territoriales et commerciales du département d'Etat. Un projet de recherche pour enquêter sur ce projet comme étude de cas a pu se relier avec l'initiative de la Charte et introduire le thème de la responsabilité dans le projet.

Un autre projet est la restauration du lac Waihora Ellesmere, dans le sud de l'île, avec des plantations et une amélioration de la biodiversité. L'université Lincoln et des participants des Communautés se sont rassemblés et ont créé une exposition autour des activités environnementales avec un concours artistique entre écoles, une performance musicale, tout ceci avec de la nourriture et du vin à partager. Au cours d'une journée de recherches sur le terrain, nous avons apporté des éléments de connaissance sur la protection des voies navigables qui provenaient directement du séminaire, et qui ont ouvert la voie à une méthode de gestion de l'eau qui conserve sa qualité.

Travail de Rédaction

La référence à la Charte des responsabilités humaines a été une caractéristique de nos écrits et un aspect important du travail autour de la Charte. Betsan Martin a écrit un chapitre pour un livre sur un philosophe de la responsabilité par excellence, Emmanuel Levinas, et, avec la Dr Maria Humphries, elles ont écrit plusieurs textes sur le thème de la Relation entre Responsabilité et Éthique l'an dernier, pour des interventions à des conférences et des publications journalistiques.

Nous avons présenté deux articles sur la Responsabilité lors de 2 conférences en Australie. L'une traite de 'La Gouvernance environnementale : Transformer les Régions et les Localités'. Et l'autre de 'Construire des Ponts et renforcer les liens. Instaurer la compréhension entre secteurs et la diversité.'

L'une des membres Maori, universitaire, joue un rôle de majeur dans le secteur de l'Éducation communautaire. Elle est impliquée dans la participation des peuples indigènes et dans un grand nombre de projets en éducation communautaire. Te Kawehau Hoskins a présenté un article sur les Partenariats Responsables lors de la conférence sur la Diversité à Los Angeles en juillet 2004, et fait des recherches sur un autre travail sur la Gouvernance Responsable en Éducation, en mettant l'accent sur les implications d'un partenariat entre les Maori et le gouvernement. Le partenariat est devenu un discours important de politique sociale en Nouvelle Zélande, et il est développé et appliqué dans les relations interculturelles, dans la politique sociale et dans le 'troisième' secteur (sans but lucratif), et dans la gouvernance environnementale.

Samoa *Centre de Recherche Culturelle Nofoalili*

En 2003, à travers le projet Alliance21, une initiative environnementale a été lancée à Samoa lors de l'ouverture du Centre de Recherche Culturelle Nofoalili. Des responsables de ce Centre font partie du Comité de la Charte des responsabilités, avec les membres Samoans qui assurent le travail pour les projets dans le Pacifique et en Nouvelle Zélande.

Un symposium doit avoir lieu en Nouvelle Zélande en novembre, appuyé par la Charte des responsabilités humaines. Le rôle de ce symposium est de renforcer parmi les communautés la prise de conscience de la valeur des connaissances culturelles pour les communautés Pasifika et les groupes professionnels. Dans

cet environnement mondialisé, les gens doivent avoir conscience de la nécessité de préserver l'identité culturelle, l'intégrité des héritages culturels et la sagesse qui s'est construite avec les nombreuses années d'expérience dans le Pacifique. La pression pour que la culture disparaisse progressivement en faveur de pressions commerciales a pour conséquence que les langues indigènes, les priorités relationnelles et les obligations réciproques des peuples du Pacifique, mais aussi la gouvernance traditionnelle et les systèmes de gestion des terres peuvent être tout simplement balayés.

Le Traité de Waitangie, la plage et les fonds marins

Au cours de l'année passée, la question de la "propriété" de la plage et des fonds marins a pris les dimensions d'un raz-de-marée s'écrasant sur les rivages d'Aotearoa - Nouvelle Zélande, et a rendu les relations entre Maoris et gouvernement encore plus tendues que tout ce qu'ils avaient vécu depuis un siècle.

Avec le Traité de Waitangi de 1840, les titres de propriété des indigènes devaient être maintenus. En 2003 la plage est la dernière zone qui reste encore un titre de propriété indigène, bien que la population, pour la plupart, l'ait oublié. Les circonstances sont particulières : pendant des années, les allocations pour la pêche ont été refusées aux Maori ; c'est pourquoi un processus légal a ressorti la question de la propriété de la Plage au grand public. Le gouvernement est intervenu pour éclaircir la question. En juillet s'est organisé un grand 'Hikoi' avec 23,000 Maori et d'autres personnes qui les ont soutenus avec des marches dans toute la Nouvelle Zélande qui se sont regroupées au parlement – pour être ignorées !

Nous considérons ceci comme une crise, et ces questions faisant partie de nos Responsabilités, nous avons fait un appel pour une réunion spéciale au niveau national des gens concernés par le Traité afin de trouver une stratégie en appui aux Maoris. Par la suite Betsan Martin a entrepris un jeûne de 7 jours comme lamentation pour la plage et pour appuyer les droits des Maoris.

Québec et Canada

Coordinatrice : Cécile SABOURIN avec Christine LALIBERTE

Au Québec et au Canada, le Comité d'animation de la Charte des responsabilités humaines vise à fournir un espace de réflexion et d'échange entre les individus, les mouvements, les organisations et les entreprises concernés par l'exercice de leurs responsabilités humaines, et ce en vue d'accroître leur synergie, de les faire connaître et reconnaître et d'accroître leur impact global.

Repérage et rencontres ciblées

Dès l'amorce de ce projet, certains secteurs ont été identifiés comme étant plus susceptibles d'être intéressés par des collaborations structurantes autour du thème des responsabilités humaines : l'éducation, l'enseignement supérieur, le

journalisme, les médias, les organisations traitant de consommation responsable, le milieu culturel et les Premières Nations.

Afin de faciliter le repérage et la prise de contacts avec des collaborateurs potentiels, nous avons choisi de cibler dans un premier temps le milieu de l'éducation, en donnant la priorité à des organisations qui ont déjà démontré un certain engagement vis-à-vis l'exercice de leurs responsabilités.

Jusqu'à maintenant, nous avons rencontré ou pris contact avec les organisations suivantes :

- 1. La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE)** qui regroupe 14 organisations représentant ensemble 213 000 enseignantes et enseignants du Canada. En 2003, la FCE a fait de la responsabilisation une de ses priorités et a amorcé une réflexion approfondie sur ce thème, aboutissant au développement d'un cadre de responsabilisation en éducation publique. En outre, la FCE a publié plusieurs documents sur le thème de la responsabilisation, notamment « Responsabilisation à visage humain en éducation » et « Living Democracy: Renewing our Vision of Citizenship Education ». Lors d'une rencontre le 15 septembre dernier, la FCE s'est montrée intéressée à participer au projet de Charte au Canada et a identifié des collaborateurs potentiels au sein de son organisation.
- 2. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ)**, qui représente un nombre important d'enseignantes et d'enseignants au Québec. La CSQ est fortement impliquée dans le développement de projets éducatifs en matière de droits humains, de citoyenneté et de développement durable.
- 3. Le Réseau des écoles associées (Réseau ASP)**, une initiative de l'UNESCO qui au Canada est sous la responsabilité de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Ce réseau regroupe plus de 7,000 écoles à travers le monde qui mènent des projets éducatifs en lien avec les valeurs de l'UNESCO. Nous prévoyons une rencontre avec le coordonnateur national du Réseau ASP au début novembre.

D'ici la fin de l'année, nous prévoyons aussi établir des contacts avec les organismes suivants :

- 4. L'Université du nouveau monde**, un événement tenu pour la première fois à Montréal en août 2004. Regroupant des centaines de jeunes Québécois, la conférence visait à stimuler leur intérêt pour les grands enjeux sociaux, économiques, politiques et culturels et à susciter leur engagement social.

5. Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDCEAF), une organisation qui agit comme carrefour d'échanges pour les milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation et de la condition féminine du Québec et des communautés francophones du Canada.

6. Le Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté (CDEF), un organisme de recherche et d'intervention sociale en matière d'exercice de la citoyenneté qui cherche à favoriser une plus grande participation des citoyens dans le développement de la société.

7. Le Réseau d'éducation globale, un regroupement d'enseignants, d'étudiants et de membres de la communauté qui croient que l'enseignement et l'apprentissage doivent intégrer l'interdépendance des aspects sociaux, économiques, environnementaux et politiques du monde.

Il est attendu que ces rencontres mèneront vers d'autres pistes exploratoires qui permettront de graduellement élargir le réseau de l'Alliance citoyenne au Québec et au Canada.

À la lumière des contacts établis, nous envisageons tenir une première réunion du réseau canadien en février 2005.

Participation à des conférences

Afin d'approfondir notre compréhension des initiatives déjà en cours dans le domaine des responsabilités humaines et d'établir des contacts au sein de divers milieux, nous avons aussi participé aux événements suivants :

- ***Du culte du testage à une culture de la responsabilisation professionnelle***, Conférence nationale sur la responsabilité en éducation organisée par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) (Ottawa, 13 au 15 mai 2004). Tout en s'inscrivant dans le processus de réflexion de la FCE sur la responsabilisation, la Conférence nationale s'est penchée plus particulièrement sur les effets négatifs d'un système d'imputabilité (« accountability ») reposant principalement sur l'utilisation de tests standardisés comme mesure de performance. À la clôture de la conférence, les participants ont enjoint la FCE à terminer l'élaboration d'un principe directeur qui décrit les éléments d'une véritable responsabilisation et à amorcer une campagne pour promouvoir un cadre de responsabilisation fondé sur une responsabilité partagée.

- ***Concilier éthique et déontologie : dispositifs et défis***, sixième colloque annuel de l'association des praticiens en éthique du Canada (EPAC/APEC), Région Québec (Saint-Hilaire, 5 mai 2004)

Cette association pan-canadienne s'inscrit dans la perspective de développer chez ses membres des comportements responsables, dans une perspective professionnelle et institutionnelle. Regroupant principalement des membres de l'administration publique et de groupes professionnels, elle vise à développer la réflexion et à favoriser des échanges sur des valeurs et des pratiques professionnelles responsables.

- Rencontre de la commission sectorielle de l'éducation de la Commission canadienne de l'UNESCO (CCU) (Ottawa, juin 2004)

Une proposition a été soumise lors de la rencontre de consultation de la commission sur l'éducation, tenue en juin 2004, à l'effet de porter une attention particulière au thème des responsabilités assumées par le milieu universitaire dans la réalisation des objectifs du Millénaire tels qu'énoncés par l'ONU. Le rôle déterminant de l'éducation et de tous les intervenants du milieu universitaire dans une large gamme de sphères de la vie en société ne fait aucun doute. Devant la perspective confirmée que les objectifs du Millénaire en rapport avec la baisse de la pauvreté et de l'analphabétisme ne seront pas atteints dans la majorité des pays, il s'impose de s'interroger sur les responsabilités assumées concrètement par les instances concernées, en particulier le milieu universitaire.

- Forum Tremblant 04 : Responsabilité sociale de l'entreprise et durabilité (Mont-Tremblant, 16 septembre 2004)

Cette conférence, qui a réuni plus de 300 représentants des secteurs privés, gouvernemental et non-gouvernemental, visait à favoriser les échanges et le partage des expériences en matière de gestion de la responsabilité sociale de l'entreprise. Des compagnies d'envergure nationale et internationale ont présenté des exemples concrets d'initiatives et de stratégies qui ont stimulé l'émergence d'une culture de la responsabilisation au sein de leur entreprise. Des associations et des ONG ont aussi partagé leur savoir-faire afin d'engager le secteur privé dans des partenariats visant à responsabiliser les entreprises envers les communautés et la société. Il nous a été permis de constater que la réflexion du milieu des affaires sur la responsabilité sociale semble bien engagée, même si on estime que seulement 10 % des sociétés canadiennes se sont dotées de mesures concrètes en égard à l'exercice de leur responsabilité sociale.

Etats-Unis

Coordinateur: Rob WHEELER

Tout d'abord, je me suis concentré sur le développement d'une Campagne Nationale pour la Durabilité, qui est appuyée par le Réseau de Citoyens Américains pour le Développement Durable (CitNet) avec le projet Américain de la

Charte. Ensuite, j'ai travaillé sur nos activités dans le domaine de la Paix et du désarmement. C'est là qu'a démarré le développement d'une Campagne Nationale pour la Paix et un Département de la Paix pour les Citoyens, avec un travail préparatoire pour une série de dialogues avec le Collège de l'Armée de Guerre Américaine sur la politique étrangère américaine.

J'ai aussi été sélectionné dans le Comité de Pilotage International pour la nouvelle initiative de l'ONU sur l'Accès aux Services de Base pour Tous. J'ai donc contribué au processus en mettant en avant la nécessité de baser de tels services sur des responsabilités qui doivent être assumées par les différents dépositaires d'enjeux (en particulier les gouvernements) et la nécessité aussi d'une transition pour une réelle durabilité. De plus, j'ai suggéré que des mécanismes spécifiques de financement soient inclus pour que les services de base puissent être effectivement assurés.

Je me suis aussi concentré en particulier sur la démocratie mondiale et le besoin d'une Réforme de l'ONU. Notamment j'ai été coordinateur de la Coalition pour un Parlement Mondial et une Démocratie Globale et aussi Représentant International de l'Assemblée des Habitants de San Francisco lors de la 60^e Campagne de l'ONU pour une Participation Active ('Campaign to Empower the UN'). Dans les deux cas ma contribution porte surtout sur ce qu'implique une forme de gouvernance mondiale responsable et sur l'idée que nos institutions mondiales devraient être basées sur une Charte des responsabilités humaines comme Troisième Pilier, pour compléter la Déclaration de Droits humains et une Charte de l'ONU réformée.

Finalement, j'ai regroupé des articles et travaillé sur le développement d'un site web basé aux Etats-unis pour nos campagnes en rapport avec la Charte des responsabilités humaines.

J'ai fait le travail préliminaire pour commencer activement le travail sur nos activités pour le projet de la Charte, dans les trois domaines sur lesquels nous nous concentrons. Donc pour le Développement Durable (pour les détails : voir le rapport complet), le Réseau de Citoyens Américains s'est accordé à développer la Campagne Nationale pour la Durabilité ; et j'ai été choisi pour mener le Groupe de Travail sur le sujet. Quant à Paix et Désarmement (détails dans le rapport complet), j'ai rencontré des personnes qui travaillent activement pour un Département de la Paix Américain ainsi que des personnes du Collège de l'Armée de Guerre Américaine sur le projet de développer une série de dialogues.

J'ai aussi participé activement à l'organisation d'efforts autour de la Réforme de l'ONU en tant que Représentant International du SFPA lors de la 60^e Campagne de l'ONU pour une Participation Active et en tant que Coordinateur de la Coalition pour un Parlement Mondial et une Démocratie Globale (détails dans le rapport complet). Dans ce rôle j'ai rédigé plusieurs avant-projets et propositions qui, s'ils sont pris en compte, permettraient à la Charte des responsabilités humaines de faire un grand pas et permettraient aussi de s'assurer que les

gouvernements accomplissent leurs engagements vis-à-vis de la Charte de l'ONU et autres traités et accords mondiaux.

De plus, j'ai regroupé des milliers d'articles, de liens Internet, et de matériel ressource à utiliser pour le site web pour la Campagne Américaine pour la Charte des responsabilités humaines ; et j'ai rédigé la plupart des textes d'introduction et des rubriques. Ce matériel est classé par catégorie dans des rubriques et des sous-rubriques. Je projette de compléter cette année le site web.

2. Approches méthodologiques

Chine

Nous avons suivi notre plan de travail initial en prenant les intellectuels comme groupe social clé.

La première étape a abouti à une traduction de qualité du texte de la Charte. Les réunions ou séminaires font partie de nos méthodes principales pour passer des messages et regrouper des réactions.

En nous basant sur le travail effectué en 2004, nous serons à même de plus nous consacrer à la production de publications. Nous trouvons que ces approches sont pratiques et allons continuer à les utiliser.

Philippines

Nous avons utilisé deux types de méthodologies pour diffuser la Charte :

1. Approche directe. Celle-ci a été appliquée lors d'une discussion approfondie de la Charte. Elle a été utilisée avec les chefs de communautés de base de Salankas, où la Charte fut présentée aux chefs de communautés puis les réactions récoltées. La Charte leur a aussi servi de point de départ pour leur formulation d'un Code d'Ethique pour les Chefs de Communautés de la base.
2. Approche indirecte. Elle consistait à mener une activité qui n'était pas axée sur la Charte elle-même. Mais la Charte était introduite dans le contexte de l'activité principale. Nous avons fait cela avec le documentaire sur les Mangyan et le livre pédagogique, également avec les *Messages en Peinture pour la Terre*. Dans la première activité, l'objet était de savoir comment les Mangyans exercent leur responsabilité dans leur communauté. *Messages en Peinture pour la Terre* s'est concentré sur les messages exprimés à travers les peintures et les slogans et le Camp de nature d'été. Mais chacune des deux activités a servi à mettre en lumière la Charte, à discuter sur son contenu et à préciser l'esprit de la Charte.

Inde

1. Préparation d'ébauches de Principes dans plusieurs langues indiennes.
2. Organisation d'ateliers avec des groupes de femmes et d'hommes, de jeunes et de personnes âgées dotées de toutes leurs capacités et lancement d'une discussion avec eux autour des principes en leur facilitant la compréhension de ces derniers à partir de leurs points de vue mais avec clarté.
3. Incitation à la peinture, la reformulation des Principes et à la compréhension des concepts discutés et partagés. Renvoi à des métaphores, des expressions, des proverbes, tout en restant rigoureux et dans le cadre des Principes.
4. Utilisation d'images et de mots pour préparer la Charte ou nouveau Sutra. S'assurer que la forme finale des images et des mots correspond à ce que les gens ont compris et réaffirmé.
5. Publication et diffusion de la Charte.

Un résultat intéressant de notre expérience avec les différentes méthodes que nous avons utilisées pour diffuser la Charte : il nous semble qu'à la fois les voyages répétés et les contacts proches, directs, sont essentiels pour obtenir des résultats positifs et toucher une zone élargie. Cela peut prendre du temps mais en vaut la peine.

Brésil

- Une Vidéo sur la Charte en deux éditions. La première édition d'avril a été réalisée pour le Séminaire sur la Gouvernance. Il nous fallait obtenir des réactions des gens par rapport au langage utilisé dans la vidéo, aux principes et à la manière d'améliorer cette vidéo comme outil de travail pour la Charte.
- Rencontres, ateliers, forums socio-culturels et éducatifs, formations et conférences de presse.
- Dans le Programme de l'Education Nationale pour les écoles publiques, ils utilisent les publications et organisent des réunions pour inclure la Charte dans leur propre méthodologie. Nous avons démarré une méthode pour les discussions autour des responsabilités mondiales, nationales et locales. Pour cela, nous nous appuyons sur 27 Séminaires au niveau des Etats pour de nombreux éducateurs et sur deux publications nationales qui allient contrôle social et méthodes de travail participatives. L'une de ces publications est reliée à la Charte en portugais sur le site web de l'Alliance. La méthode consiste à créer un *COMVIDA* (*vida* signifie *vie*, et *convida* veut dire *invite*) à l'école – il s'agit d'un comité pour la qualité de vie dans chaque école, qui implique des parents, des étudiants, des professeurs, des fonctionnaires et la communauté.

Chili

Nous avons utilisé des méthodes participatives dans les rencontres, séminaires et ateliers. Nous garantissons que tous les gens s'expriment, tous et toutes participent.

La Charte est mise en débat par rapport à l'intérêt géographique et sectoriel, et nous cherchons à travers les actions à construire le fondement d'un réseau, et qu'à partir de l'intérêt de leur propre milieu, les gens élargissent leurs points de vue vers le plus général.

Colombie

La diffusion de la Charte implique plusieurs positions méthodologiques. En effet, l'objet est de rendre la Charte compréhensible, accessible, pratique, concrète. Egalement, il faut stimuler les secteurs sociaux afin qu'ils participent de façon active, qu'ils s'approprient de l'idée et de son esprit qui est de refondre un contrat social avec des propositions spécifiques, pour construire depuis le bas vers le haut ce que nous voulons comme Charte et comme pilier urgent pour l'humanité.

Méthodes pédagogiques

Dans un atelier avec un secteur social donné, nous proposons la chose suivante:

Présentation des participants à partir de leurs propres responsabilités. Chaque participant se présente et énonce une ou deux responsabilités personnelles qu'il/elle assume dans sa vie quotidienne vis-à-vis de lui/elle-même, d'autres groupes sociaux ou de la société en général.

Présentation de la Charte et réflexion sur les 10 principes. Nous rédigeons une présentation de la Charte adaptée (power point) à partir de trois questions : Quoi? Qui ? Pourquoi ? Pour quoi ? Nous avons ainsi une présentation graphique de la Charte et de ce qu'elle apporte pour la construction d'une éthique pour l'action collective. Ensuite, des petits groupes se forment pour lire la Charte et réagir sur ses principes.

Après cela, identification des défis du secteur social concerné pour concrétiser la Charte des responsabilités. Il s'agit de définir et d'explicitier les besoins du secteur et de les compléter avec les responsabilités qu'ils impliquent. Pour faire cet exercice, le secteur doit remplir le tableau (en annexe 1 du rapport) et résoudre un dilemme (annexe 2).

Après avoir identifié les besoins les plus urgents et les responsabilités liées à ces besoins, les principes éthiques d'action mis en priorité sont relevés ainsi que ceux qu'ils ont ressenti à partir de leur propre pratique. De cette manière, on arrive à la formulation d'une Charte de responsabilités qui leur est propre, née de cette identification de leurs besoins, des responsabilités par rapport à ces derniers et des principes qu'ils sont disposés à faire respecter et valoir (voir annexe du rapport annuel Colombie, Charte des femmes de la Vallée du Cauca).

Discussion et réponses à trois questions : quels sont les principes fondamentaux que les individus ou groupes sociaux appliquent pour remplir une action ? Quelles sont mes responsabilités ? Quelles sont les responsabilités que j'attends des autres ?

En général, nous complétons ces exercices avec des vidéos, des extraits de documents et du matériel que nous avons élaboré, afin de rendre plus visible et plus facile l'identification de leurs propres principes d'action.

Méthodes sociales

Se mettre dans la situation d'une équipe de football. Un groupe assume le rôle de l'équipe de football, un autre groupe assume le rôle du public de la partie. Chaque groupe répond aux questions suivantes : Quel est le rôle de chaque joueur ? Qui assume la responsabilité la plus importante dans l'équipe de football ? En cas de victoire ou de défaite, qui est responsable ? Quel doit être le rôle du public : compréhensif, critique, exigeant, passif ou actif ? Le public a-t-il une responsabilité vis-à-vis de l'équipe et vice versa ? Quelle serait l'équipe idéale ?

Présentation d'une vidéo en relation avec le thème des responsabilités et réalisation d'une synthèse. Il s'agit ici de rendre visibles les principes qui fondent l'action individuelle et celle des groupes avec lesquels nous travaillons, dans l'objectif d'identifier les responsabilités. Identifier d'autres acteurs qui doivent agir pour atteindre les objectifs et différencier les responsabilités de chacun.

Aotearoa-Nouvelle Zélande

Nous relient le travail de la Charte à des organisations et groupes socio-professionnels déjà existants, pour élever la prise de conscience du concept de responsabilité et en discuter aussi largement que possible.

La méthode de la 'reliance' a permis la rédaction de documents et d'articles pour développer un discours responsable. L'écriture permet de faire référence à la recherche dans ce domaine et de développer un travail théorique sur la responsabilité, tout en présentant la Charte et l'Alliance21 comme source d'appui à l'organisation.

Québec et Canada

Nous nous appuyons sur les stratégies suivantes :

1. associer des groupes ou instances déjà actifs au regard de l'enjeu des responsabilités humaines, et pour ce faire :
2. repérer des domaines et milieux socioprofessionnels qui ont déjà amorcé une réflexion quant à leurs propres responsabilités et souhaiteraient la poursuivre dans un contexte élargi, notamment intersectoriel ;
3. développer ces collaborations et miser sur leurs effets «multiplicateurs» pour susciter un intérêt plus large quant aux enjeux des responsabilités humaines ;
4. profiter de ces collaborations pour susciter des échanges sur le thème des responsabilités humaines, notamment en encourageant les participants à :

- définir des principes communs pour la promotion et la mise en œuvre des responsabilités humaines dans leurs secteurs respectifs, ainsi que dans la société en général ;
- définir des actions concrètes sur le terrain pour encourager la prise collective des responsabilités humaines.

Afin de **développer une approche à long-terme qui réponde bien aux particularités et aux besoins de chacun**, nous compterons sur le réseau ainsi établi pour :

5. créer un comité d'animation québécois et canadien élargi ;
6. collaborer à définir un plan d'action pour 2005 à 2007.

Outils de communication

- Un dépliant destiné au Québec et au Canada
- du matériel écrit pour informer nos éventuels collaborateurs lors de rencontres de prise de contact
- du matériel écrit pour la section Canada/Québec du nouveau site web de l'Alliance citoyenne.

Etats Unis

La Charte permet de définir la nature des responsabilités de chacun (dans le cadre de leur possibilités aux niveaux privé, public, et professionnel) par rapport à l'autre et à la communauté mondiale humaine toute entière.

Nous commençons à engager les acteurs fondamentaux dans des discussions, pour enrichir des propositions, et apporter des moyens plus efficaces pour mener les actions responsables qui sont identifiées.

J'ai assisté à beaucoup de réunions et de conférences et ai rencontré des personnes clés qui pourraient nous aider pour développer la Campagne aux Etats Unis et des activités sur la Charte des responsabilités humaines.

J'ai rassemblé et ai développé du matériel pour le site web.

J'ai organisé plusieurs ateliers sur la Campagne aux Etats Unis pour la Charte des responsabilités humaines.

3. Difficultés

Chine

1, Indifférence. Alors que beaucoup de personnes y ont montré un réel intérêt, il semblerait qu'encore plus de personnes ne sont pas attirées par la présentation de la charte. La raison principale de ce phénomène est que la plupart des personnes en Chine sont occupées à poursuivre des objectifs plus matériels. Ceux qui travaillent doivent travailler dur pour gagner leur vie ; la classe moyenne, un secteur social nouveau mais important, est concentrée sur la quête

d'un avenir meilleur. Depuis quelques années, l'économie offre beaucoup de nouvelles ouvertures à la population chinoise.

2, Manque de compréhension. Il y a un énorme fossé entre les idées et les concepts de la charte et l'idéologie dominante, ce qui nous mène à reconnaître que notre première estimation était trop optimiste. La plupart des gens partagent une certaine confiance, leurs perspectives sur le monde étant formées bien plus par les choses de leur vie quotidienne que par l'information provenant du reste du monde ou une réflexion profonde. Beaucoup de défis leur semblent lointains. Même avec tous ces problèmes, il y aura bien quelqu'un pour faire quelque chose. C'est ainsi que beaucoup ont répondu.

3, Le temps. C'est un travail très prenant en temps, surtout pour Zhao, qui a été muté en 2004.

Philippines

Deux difficultés.

La première est de commencer le processus même de diffusion de la Charte aux Philippines. Les Ong Philippines ont une méfiance générale à l'égard de tout ce qui vient de l'étranger. Nous cherchons toujours à savoir qui est derrière une initiative, pourquoi, quels sont leur intérêts ? Cela vient surtout de la dépendance de notre pays sur les États-Unis, anciens colonisateurs des Philippines. Nous craignons que l'on nous serve à nouveau quelque chose qui installera une néo-colonisation étrangère.

Il a donc fallu une étape de construction de confiance. J'ai toujours de bonnes relations de travail avec la plupart des partenaires avec lesquels j'ai travaillé en rapport avec la Charte, il y a encore un processus à affermir pour présenter la Charte à ces personnes de manières directes et indirectes. Il faut traduire en action ce que nous déclarons : que la Charte est à la fois un document en cours d'élaboration qui peut fonctionner comme un Troisième Pilier et un instrument pour promouvoir un comportement responsable.

La seconde difficulté est de former le comité de la Charte aux Philippines. La Charte a fonctionné pour plusieurs organisations partenaires la première année, où chaque organisation partenaire a travaillé séparément sur la Charte et/ou la notion de responsabilité. On n'avait pas encore eu l'occasion de former le comité philippin. J'avais eu aussi l'idée de mobiliser des alliés aux Philippines pour faire partie du comité philippin. J'ai travaillé avec Ben Quinones pour traduire la Charte en philippin. Et depuis Mumbai, en janvier 2004, il avait exprimé son intérêt à aider à diffuser la Charte. Mais nous n'avons pas eu l'occasion de nous rencontrer pour travailler ensemble l'an dernier. Maintenant, après une année de travail avec plusieurs organisations, le temps est venu de rassembler des personnes, leur présenter le tableau général, animer une séance de travail pour partager ce que tout le monde a fait et former un comité philippin.

Inde

À part les contraintes financières qui ont ralenti nos efforts dans une certaine mesure, nous avons rencontré des barrières de communication linguistiques. La langue étant enracinée dans une culture précise, les significations connotatives

prévalent sur les significations dénotatives dans toute transaction linguistique et par conséquent transmettre le sens exact des principes à des personnes d'orientations linguistique et culturelle diverses a posé des problèmes. Par exemple, ce que le mot "responsabilité" signifie pour un militant n'est pas ce qu'il veut dire pour une personne ordinaire ; c'est plutôt un terme ambigu qui se situe entre "devoir" et "obligation" ou tout autre synonyme proche tel que "*dharma*". Surtout quand il est appliqué au rôle de femmes dans les sociétés asiatiques.

D'une certaine façon, une plus grande familiarité avec le terme "droit" enlève de l'importance à la "responsabilité."

Brésil

- La grande difficulté a été d'adapter le plan de travail au montant alloué (15 000 €) et de choisir les priorités. Un programme de diffusion basé sur une méthodologie participative était nécessaire et j'ai décidé de produire la vidéo suivant cette logique. Cela n'a pas été facile.

- Pas d'argent pour couvrir la convocation du comité brésilien pour participer au programme. Par conséquent, la rencontre prévue pour 2004 pour organiser le comité national brésilien et les actions n'a pu avoir lieu.

- Nous avons commencé la diffusion de la Charte en utilisant les espaces, les programmes et les actions dans la capitale, São Paulo, et dans les États S P, Brasília, Bahia, Maranhão, Minas Gerais, où nous étions impliqués de toutes façons. C'était une difficulté, mais en même temps une occasion.

Chili

Une difficulté considérable a été le changement radical du budget anticipé. Cela nous a surpris, nous a mis dans une position délicate et a affecté tout le programme de travail. Nous avons repensé le projet soigneusement et avons presque été forcés de sacrifier une partie de la campagne de diffusion, pour donner la priorité à la construction de petits groupes d'animation et réduire l'importance des activités. Nous avons supprimé toutes les activités internationales prévues pour la deuxième moitié de l'année et avons également modifié ce sur quoi nous comptions mettre l'accent dans ce travail : au lieu de nous concentrer sur la diffusion, nous avons axé notre effort sur des groupes très ciblés, capables d'assumer le développement des graines de la Charte et nous avons reporté au début de l'année prochaine la publication de la Charte dans d'autres langues ainsi que la vidéo.

Colombie

Le budget alloué. Nous nous trouvons en Colombie dans une situation distincte de celles des autres membres du Comité. En effet, nous avons commencé plus

tôt, c'est à dire en juillet 2003, le travail de diffusion de la Charte, à l'issue d'une réponse à l'appel à initiatives et avons donc reçu une première somme considérable pour avancer le travail. Le débat au sein du Comité d'Animation de la Charte sur les modalités de vote et le montant du budget démontrent une forte dépendance sur la FPH. Il est donc essentiel de trouver d'autres sources de financements et d'adapter nos ambitions aux moyens alloués.

Zimbabwe

La situation politique est le facteur le plus contraignant.

Aotearoa-Nouvelle Zélande

Une réflexion sur notre accord d'intégrer le concept de responsabilité dans des organisations locales existantes est de nous demander si le concept de responsabilité est assimilé, ou absorbé, plutôt qu'identifié comme un concept distinct, orienté vers l'avenir.

La Commission des droits de l'Homme est respectée en Nouvelle Zélande et a d'excellentes stratégies pour une large diffusion de leur travail. Ils s'intéressent à la "responsabilité", mais ont tendance à l'interpréter plutôt dans leurs cadres existants, qui tendent à se situer autour du concept individualisé des droits, plutôt que sur des principes relationnels et écologiques.

La responsabilité dans l'orientation de la Charte vient d'une vision du monde holistique, inspirant une éthique relationnelle et produite en référence à la terre et l'écologie, avec une organisation sociale qui émane de ces orientations. La Charte soutient l'inauguration d'une conscience et d'une vision du monde *différentes*.

Une difficulté est survenue du changement dans les ressources anticipées de la FPH pour les activités régionales et donc pour maintenir la crédibilité du projet de l'Alliance ici.

En fait, les participants se sont montrés bien disposés. Pratiquement, cela veut dire que l'on ne peut pas attendre le même niveau de participation et d'engagement parce que la Charte des responsabilités est un projet supplémentaire par rapport au cadre de travail que nous nous étions donné, mais en même temps elle représente ce que les personnes du comité font de toutes façons, même si ce n'est pas explicitement sur l'axe de la "responsabilité".

Étant donné que toutes les personnes impliquées sont très engagées dans plusieurs sphères de travail, à la fois dans les institutions et dans les communautés, la Charte devient une "responsabilité" ajoutée, sans les ressources nécessaires pour la soutenir.

États-Unis

Le défi fondamental a été le manque des ressources anticipées avec lesquelles réaliser ce travail qui aux États-Unis, comme je l'avais envisagé, était en effet très ambitieux. Notamment, je n'ai pas eu le temps de faire un suivi convenable des nombreux contacts que j'ai pris et efforts que j'ai faits ; et cela m'a pris beaucoup plus de temps que je n'avais prévu avant d'être prêt à afficher sur un site web le matériel pour les projets américains, afin de pouvoir réellement commencer à développer la campagne.

4. Partenariats

Philippines

1. Center for Positive Futures (CPF). Il s'agit d'une école élémentaire et secondaire pour les enfants de milieux pauvres. Ce qu'elle promeut est la formation aux valeurs pour les jeunes afin qu'ils deviennent des citoyens responsables. Elle est également impliquée dans l'éducation professionnelle technique pour préparer des diplômés du lycée à l'emploi et/ou à l'entrepreneuriat. Elle a été créée en 2001.

2. Organization for Training, Research and Development Foundation (OTRADEV). Fondée en 1979, il s'agit d'une organisation de professionnels du développement social interdisciplinaires impliqués dans le développement rural.

3. SANLAKAS, et notamment son antenne de Quezon City. SANLAKAS est une organisation multi-sectorielle présente dans l'ensemble du pays impliquée dans des campagnes pour la démocratie, le nationalisme et les droits et le bien-être des personnes. Elle a été montée 1994.

4. La fondation Buklod Tao est une Ong locale basée à Barangay Banaba, San Mateo, Rizal. Elle est impliquée dans la gestion des réponses aux catastrophes et la promotion de la protection de l'environnement.

5. Christian Foundation for Children and Aging (CFCA - fondation chrétienne pour les enfants et le troisième âge) – Programme Antipolo. La CFCA est une Ong présente dans l'ensemble du pays qui promeut les droits et les responsabilités des enfants et des aînés. Son programme Antipolo a des projets visant les communautés dans les provinces de Rizal et d'Iloilo.

6. Secrétariat d'éducation dans les localités de San Mateo et de Montalban dans la province de Rizal. Il s'agit du secteur du gouvernement responsable de l'éducation scolaire élémentaire et secondaire. Par le biais de ses écoles publiques élémentaires et secondaires dans ces localités, le secrétariat s'est associé au projet "Peindre des messages pour la Terre" en 2004, et en 2005, deux écoles communales publiques ont participé à la Célébration du jour des filles à Barangay Banaba, San Mateo.

7. Le mouvement Tulong Pinoy est une cyber-organisation de travailleurs philippins émigrés. L'organisation propose entre autres des programmes de formation visant les jeunes Philippins aux Philippines ainsi que d'autres programmes de développement local. Un des projets du mouvement est de parrainer un canal philippin sur internet.

8. Département de Travail Social de l'Université des Philippines. Il s'agit d'un département de la faculté de travail social et développement local de la première université des Philippines. À part ses fonctions universitaires, le département est actif dans le domaine du travail sur le développement social.

9. Community of Learners Foundation (fondation de la communauté des apprenants). Il s'agit d'une institution d'apprentissage non traditionnelle. L'école promeut l'enseignement dès la petite enfance. Elle a une école pilote pour des enfants de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure et un programme d'éducation visant les peuples indigènes, les Aetas de Zambales.

Inde

Nos partenaires dans la diffusion de la Charte sont les suivants.

Réseau de 250 Ong d'Andhra Pradesh travaillant sur des questions sociales, d'environnement et tribales ainsi que sur la gestion communautaire de la forêt ; il utilise les principes dans les ateliers de formation aux niveaux régional et local. Ces derniers sont en œuvre depuis novembre.

Sahajeevan, une Ong d'Andhra Pradesh, organisera des ateliers sur la Charte pour la communauté indigène de Chenchus.

En outre, deux autres réseaux locaux diffuseront la Charte dans leurs réseaux et organiseront des ateliers dans un avenir proche.

Un réseau de femmes travaillant contre la violence envers les femmes à Tamil Nadu est également partenaire pour la promotion de la Charte.

À Kerala, des journalistes, des écrivains et des écologistes nous ont rejoint pour publier des articles. Un média électronique et trois forums électroniques ont également rejoint notre réseau.

Au niveau national, Ekta Parishad, un mouvement populaire pour les droits à la terre.

Vikalp, un groupe composé de journalistes, d'écrivains et de militants pour le développement social.

Servelots, des professionnels de l'informatique pour un développement social durable.

9. Partenariat en Asie du sud, au Pakistan, une Ong nationale basée à Lahore.

Chine

Universités

- Zhao Yifeng, professeur, Université normale du nord-est, Changchun, Jilin, Chine
- Dong Xiaochuan, professeur, Université normale du nord-est, Changchun, Jilin, Chine Le professeur Dong est un universitaire très connu dans le domaine d'études comparatives des religions et des cultures. Il est actif dans l'organisation de séminaires.
- Zhou Gonggu, professeur, Université normale du nord-est, Changchun, Jilin, Chine. Le professeur Zhou, actuellement le doyen de la Faculté d'Histoire et des Cultures de l'École normale du nord-est, est impliqué dans les activités de l'Alliance depuis 2001. Il a visité l'Inde comme membre du groupe chinois qui coordonnait le dialogue interculturel Inde-Chine.
- Yu Shuo, Docteur, Université normale de Beijing, Beijing ; FPH, Paris. Elle a été une personne clé responsable de la coordination des échanges liés aux groupes chinois.
- Jia Haitao, professeur, Université Jinan, Guangzhou, Guangdong, Chine. Le professeur Jia a assisté Zhao dans l'organisation de la semaine du film indien en 2004. Il a visité l'Inde pour le festival du film chinois en Inde.
- Li Yuan, secrétaire, Université normale du nord-est, Changchun. Elle est maintenant étudiante en deuxième cycle et s'est occupée de la plupart du travail administratif de notre projet l'année dernière.
- Zhao Yong, paysan, conté de Kailu, Mongolie Intérieure, Chine. Il a travaillé avec nous pour la consultation auprès des paysans dans les zones rurales.

Il y a bien d'autres personnes avec lesquelles on maintient des contacts réguliers. Entre elles :

- M. Shen Zhuohong est quelqu'un d'important. Il est à la tête des presses universitaires de Jinan, qui envisagent la publication de nos livres.

Brésil

Comité de diffusion au Brésil : 32 personnes dans 9 États and 27 organisations

Ailton Krenak ,Ana Maria Machado Netto, Bruno Veiga, Christiane Godoy, Claudio de Mauro, Dan Baron, Daniel Raviolo, Fernando Felippini, Hamilton Faria, Hermila Figueiredo, João das Neves, José Domingos Vasconcelos,

Joãozinho Maranhão, Gilberto de Palma, Gisele Feith, Immaculada Lopes, Lúcia Almeida, Marcos Reigota, Marisa Greeb, Marta Arruda, Mauro Soares, Michael Haradon, Nabil Bonduki, Paulo Cannabrava, Paryat Frota Yopez, Rachel Trajber, Sebastião Soares, Sérgio Natureza, Stefano Barbi Cinti, Oriana White, Vera Salles, Viviane Oliveira, Tita Vieira.

Réseaux, organisations partenaires de la Charte au Brésil

* Institut Ágora em Defesa do Eleitor e da Democracia ; projet Alagoas Presente - Maceió AL ; Association Barracões Culturais da Catatonia ; APIJOR – association de journalistes ; Cives, association brésilienne d'entrepreneurs ; Imagens Educação

Comunicação e Cultura - Fortaleza CE ; Institut Ecoar ; Fersol Indústria e Comércio

FIC - Fórum Intermunicipal de Cultura ; Gambá Ambiental - Salvador BA

GT Cultura FSM ; Imagens Educação ; IPAZ - agence internationale pour la paix

Itália Amica - Salvador BA ; Memória Instantânea FSM ; Ministère de l'éducation, programme Vamos Cuidar do Brasil com as Escolas ; Movimento Ética é Cidadania - Psicodrama da Cidade ; Institut PACS ; Institut Pólis ; Políticas Relacionais

Rede Mulher de Educação ; Rede Mundial de Artistas em Aliança ; Sesc São Paulo ;

L'Ong Shalom Salam Paz ; Mouvement mondial Tambours de paix ; L'Ong Vivacidade

Chili

Le réseau chilien de la Charte :

Carolina Huatay (journaliste péruvienne), Teresa Ballasts (sociologue et universitaire), Elisa Neumann (psychologue et universitaire), Mónica Echeverría (écrivain), Eliana Largo (anthropologue), Luis Caceres (universitaire), Hugo Medina (comédien et universitaire), David Musa (comédien), Victor Soto (directeur de théâtre), Andrés Carvajal (anthropologue), Juan Vargas (universitaire), Andrés Monares (universitaire), Pablo Varas (philosophe et universitaire), Luis Weinstein (psychiatre et universitaire), Hervi Lara (théologue), Jorge Varela (avocat), Ricardo Jiménez (sociologue), Wilson Tapia (directeur d'une école de journalistes). ULARE), Manuel Ahumada (dirigeant syndicaliste), Marcelo Fuentes (dirigeant syndicaliste), Juan Barra (dirigeant paysan), Santiago Aguilar (comédien), Jaime Duhart (économiste and vice-recteur de l'université Bolivarianna), Carlos Rivera (poète) Vicente Perez (dirigeant social), María Elba Campos (théologue), Margarita Iglesias (historienne), Ricardo Balladares (responsable dans les droits de l'Homme), Juan Carlos Cardenas (écologiste), Patricio Melillanca (journaliste), Mario Alvaayay (anthropologue), Graciela Huinao (poète mapuche), Xavier Bertin (vidéaste et universitaire), Jorge Azañedo (spécialiste de la communication sociale), Renato Espoz (économiste et philosophe).

Organisations chiliennes qui participent à la démarche

MOSICAM (syndicalisme nouveau), Pro Andes (migrants péruviens), Fondation Margen (femmes), Conseil des peuples (paysans et Mapuches), Chambre des députés, École des arts (Université La República), École de journalisme (Université La República), École de travail social (Université Los Lagos), Faculté d'économie (Université du Chili), Commission éthique contre la torture, Collectif Mémoire, Pacte social, Centre culturel Wide Beach (Valparaíso), Centre culturel Manuel Rojas, Echo Oceans, théâtre La Carreta, théâtre La Luciérnaga ("la luciole"), Union communale Putaendo, Observatoire des conflits dans l'environnement, SERPAJ (Chili), Corporation Ayun, Université Raúl Silva Enríquez, Université La República, Université Académie d'Humanisme chrétien.

Zimbabwe

Au Zimbabwe :

- membres du comité, Angeline Kamba, David Manenji, Timothy Kondo, Isabella Matambanadzo, Ignatius Chigwendere
- pour le livre Charte/Responsabilités - coordinateurs, Vusani Kumalo (Matebeleland), Mme Mahuni (Masvingo), Joseph Sibanda, Rindirayi Chirima, Justin Knife (Gokwe - Midlands), Mme Mvura (Kadoma - Mashonaland West), Mme Maposa (Manicaland)

Dans la région du sud de l'Afrique :

- contacts en vue d'un comité régional : Zambie - Lucy Muyoyeta (Oasis Forum), Theresa Chewe
- Mozambique - Carlos Fumo (Foundation for Community Development)
- Afrique du sud - Venitia Govender ;
- Namibie - Samson Ndeikwita (Forum for the Future)
- Congo – Hamuli Kabarghuza

Liban

- Centre Culturel du Liban Sud
- Foire du livre annuelle à Beyrouth
- Arab NGO Network for Development (ANND)
- Forum de la gauche démocratique

Aotearoa-Nouvelle Zélande

Les réseaux avec lesquels nous sommes associés et dans lesquels nous avons introduit le concept d'une Charte de responsabilités humaines comprennent :

La Commission des droits de l'Homme

The Human Rights Foundation

Australia – New Zealand Society for Third Sector Research (Société de recherches dans le tiers secteur Australie - Nouvelle Zélande)

Associations à but non lucratif :

Groupes pour l'environnement, y compris : Le projet Nga Runuku Kaitiakitanga

Le comité Te Hore Hore Corrlands

Association for the study of Literature and the Environment

Le programme régional pour l'environnement Waihora Ellesmere Trust Pacific, département des sciences de la terre, Université de Victoria à Wellington

Nofoalii Cultural Centre, Samoa

Section des îles pacifiques, Centre familial, Lower Hutt

Parti Vert, Nouvelle Zélande

Une sélection de réseaux scolaires et pédagogiques, et agences d'éducation populaire

Des réseaux de justice sociale, y compris

Le mouvement pour la paix Aotearoa

Réseau pour le traité national de Waitangi

Kotare - un centre indépendant pour l'analyse sociale, l'éducation et le soutien militant

Association Ecopolitics Australie-Nouvelle Zélande

Institut de recherches sur le Traité de Waitangi, Université de Victoria à Wellington

Québec et Canada

La fédération canadienne des enseignant-e-s

La centrale des syndicats d'enseignant-e-s du Québec

Le réseau des écoles associées

L'université du monde

Le centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

Le centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté

Le réseau d'éducation globale

UNESCO Canada

États-Unis

US Citizens Network for Sustainable Development (réseau citoyen américain pour le développement durable) : www.citnet.org

Global Ecovillage Network : www.ecovillage.org

UNITAR - Accès aux services essentiels pour tous : www.unitar.org

San Francisco Peoples Assembly : www.Empowertheun.org & www.sf-pa.org

Great Transitions Initiative, Orion Kriegman : www.gtinitiative.org

American Friends Service Committee, Colonel Dan Smith : www.afsc.org

Carlisle Peace College : www.carlislepeacecollege.org

US Carlisle Army War College : <http://carlisle-www.army.mil>

5. Projets pour 2005 et après

Chine

En 2005 nous allons accomplir les points suivants :

1. Site web pour la présentation et les discussions sur la Charte
2. Continuer la présentation de la Charte à des personnes
3. Mener des discussions détaillées du texte de la Charte
4. Faire un rapport sur les questions clés à partir des présentations et séminaires
5. Terminer les deux premiers livres de la série de livres et résoudre la question de la publication
6. Commencer des échanges internationaux au sein du groupe régional Asie-Pacifique

Après 2005, nous mettrons plus l'accent sur les publications et les conférences internationales.

Philippines

1. Continuation des projets 2004
 - a. Avec OTRADEV - reproduction du documentaire vidéo et du livre pédagogique dans différentes régions du pays.
 - b. Avec le Centre pour les Avenirs Positifs - activités basées à Barangay pour la promotion d'un comportement responsable grâce à la Bibliothèque des Responsabilités Humaines ; et publication d'un bulletin d'informations sur la Charte et le comportement responsable.
 - c. Avec Sanlakas - reproduction du Code d'Éthique pour les Chefs de communautés.
 - d. Avec la Communauté d'Apprentis - production d'un document de réflexion sur les expériences durant le Camp pour la Paix.

2. Nouveaux projets

- a. Ouverture d'une chaîne de TV sur la chaîne de TV internet Tulong Pinoy Mouvement ;
- b. Préparation d'un Congrès des Enfants sur les Droits et les Responsabilités en coordination avec la Fondation chrétienne pour les Enfants et les Personnes Agées et la Fondation Buklod Tao ; et
- c. Participation au Forum Asiatique de l'Économie Solidaire (SEAF) qui aura lieu à Manille, aux Philippines, les 26-29 octobre 2005. Il est organisé par Ben Quinones.
- d. Rencontre des Alliés aux Philippines pour une coopération sur la diffusion de la Charte.
- e. Production d'une vidéo sur la Charte des responsabilités humaines aux Philippines.

3. Parmi d'autres projets potentiels, un travail avec l'Université Philippine d'Action Catholique des Étudiants, la Fondation Tao, Makalaya, Likhaan, et Pilakk.

Inde

En 2005, nous voulons élargir nos activités.

I) Impressions et communication électronique

1. Site web : continuation de notre site web avec des mises à jours
2. Groupe de discussion électronique : il sera renforcé pour des échanges réguliers avec toutes les personnes qui utilisent les TI.
3. Atelier en ligne : un atelier en ligne, dérivé du forum interne, va s'intensifier.

A partir de l'expérience accumulée lors des ateliers nationaux et régionaux, nous avons entamé un processus de façon à obtenir un espace en ligne pour dialoguer avec des personnes qui savent manier les TI, venant de professions et milieux (communautés) d'affaires différents de Bangalore, avec des professionnels des TI d'ailleurs.

Chaque principe de la Charte sera introduit de telle sorte qu'il pourra être débattu très en détails et les contributions sélectionnées par les participants pourraient faire l'objet d'une plate-forme pour continuer le dialogue. Cela mènera à une structure définitive de la Charte comme perçue par le plus grand nombre possible de gens.

4. Medias de l'écrit : Pour une diffusion la plus large possible de la Charte, nous assurerons des liens réguliers avec les médias.

5. Dépliant : En plus du dépliant mentionné dans le rapport, nous tenterons avec force de trouver des possibilités pour publier des documents semblables.

6. Atelier pour des lycéens spécialisés dans le design urbain : à lancer dans un avenir proche.

7. Partenariat : Renforcer le réseau en continuant la coordination avec des ONGs, des mouvements populaires, des écrivains et intellectuels venant d'autres Etats du pays dans le processus de diffusion de la Charte, en l'élargissant, en l'adaptant au contexte et en alimentant les rapports de nouvelles informations pour faire des mises à jour et nous éclairer pour les prochaines étapes.

8. Expression visuelle des jeunes : Une compétition de collage et de dessin basée sur la Charte des responsabilités humaines lors d'une fête inter-collèges, à l'Université de Bangalore, mi janvier 2005.

II) Sessions de formation avec la Charte :

Avec notre expérience de diffusion de la Charte des responsabilités humaines, nous avons pu nous rendre compte qu'elle représente une vision pour le XXIème siècle, une vision qui certainement peut être modifiée, approfondie et élargie, mais une vision qui offre aux ONGs, mouvements sociaux et autres un moyen pour avancer, pour réenvisager une Utopie. Une Utopie, comme le mot l'indique lui-même, ne peut jamais être pleinement réalisée, mais c'est une projection qui aide à rêver et à s'inspirer.

Nous espérons donc qu'au cours de l'année 2005 la Charte pourra générer un grand effort de mobilisation et rassembler ONGs et mouvements sociaux pour qu'il l'utilisent comme point de référence dans leurs efforts liés à la démocratie locale (gouvernance) ; au renforcement du pouvoir d'action des femmes (empowerment), à la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la biodiversité (tous faisant partie du développement alternatif) ; et le pluralisme culturel et religieux, la lutte contre le fondamentalisme, les spiritualités libératrices et les valeurs (tous intégrés dans une nouvelle Éthique).

Notre proposition est de rassembler des personnes travaillant dans le développement avec des militants sociaux de toute l'Asie du sud dans des sessions participatives de formation. Ils mettront en commun leurs préoccupations pratiques pour 'un autre monde' dans l'esprit de la Charte. L'expérience de cette année nous montre que nous pourrons faire une contribution majeure en utilisant la Charte pour inspirer et soutenir des alternatives sociales et de développement.

En termes pratiques nous espérons organiser trois sessions comme décrit en 2005. Chaque session regroupera 25 participants et durera quatre jours.

L'objectif de ces sessions sera d'encourager le développement alternatif et les efforts de gouvernance avec les valeurs ancrées dans la Charte, avec souplesse et par le dialogue.

III) Donner un coup de fouet à la ré-interprétation des festivals

Avec notre expérience, nous espérons continuer le processus de ré-interprétation des festivals en ajoutant plus de festivals puis en diffusant la méthodologie à travers d'autres groupes d'actions culturelles.

IV) Renforcer les groupes de chant

Nous espérons aussi renforcer les groupes de chants sacrés que nous avons lancés. Cela requiert d'abord une sélection de chansons qui mettent en valeur l'unité et la diversité du genre humain, l'amour, la justice sociale et la protection de l'environnement. Ces chants sacrés et profanes seront chantés par les villageois, la communauté urbaine pauvre, les chefs de communautés et les jeunes. Pour le moment, le programme en est à ses débuts. Nous espérons qu'il évoluera grâce au travail accompli.

V) Association avec les Pays sud asiatiques

Pakistan : nous allons travailler avec l'Association 'South Asia Partnership, Pakistan' (Partenariat Asie du sud, Pakistan), une ONG basée à Lahore, pour diffuser la Charte.

Bangladesh, Népal, Sri Lanka

La réussite de nos activités expérimentales de diffusion de la Charte va nous permettre d'atteindre les pays précités.

Brésil

- Continuer la mise en oeuvre des stratégies prévues pour la première année.
- €Conférences de presse suite à la publication des cahiers de propositions de l'Alliance et présentation de la Charte aux journalistes.
- Tables rondes avec 3 groupes socioprofessionnels stratégiques importants : politiciens, journalistes et chefs d'entreprises. Discussions sur des actions pour toucher aux contradictions du système dans ces trois milieux. Récolte d'éléments pour publier un livre sur les engagements nécessaires de ces groupes socioprofessionnels.
- Campagne avec les artistes, en leur demandant de faire des dessins pour illustrer chacun des dix principes de la Charte. Si cela peut être fait au niveau international nous pouvons élargir les résultats. Dans les prochaines étapes, nous allons organiser une belle exposition avec de merveilleux posters et les principes, et une sélection des meilleurs dessins de chaque pays. Lancer

l'exposition à la prochaine réunion internationale de la Charte avec une conférence de presse. Commencer cette action pendant le FSM avec l'aide des artistes.

- Créer un comité de pilotage commun Brésil-Chili (pour échanger les expériences, renforcer et promouvoir la diffusion de la Charte dans la région).
- Campagne pédagogique dans les écoles en lien avec le programme national pour l'éducation à l'environnement et avec la formation en Politique et Citoyenneté destinée aux écoles.
- Ateliers qui impliquent différents secteurs.
- Participation dans des séminaires et des forums.

Chili

Premier scénario : au Chili le milieu le plus dynamique est le milieu universitaire : 56 universitaires sont engagés activement avec la Charte, ils élaborent des réflexions. Nous avons trois livres à publier (un d'un mathématicien, un autre de femmes et un autre sur les religions). Un grand nombre de nos intellectuels est impliqué dans les publications (bien sûr des intellectuels du tiers monde) mais qui ne sont pas pour autant de peu de qualité : le théologien jésuite le plus reconnu de nos temps sur la Philosophie indigène a participé au livre Spiritualité, ainsi qu'un économiste de grand prestige et quelques philosophes, très respectés.

Notre deuxième scénario : l'Art et la culture. Ici l'évolution a été très forte, étonnamment forte, nous l'évaluerons lors d'une rencontre d'Artistes autour de la Charte. Comme nous le savons, le Chili a connu quelques personnes de renom dans le milieu artistique.

Le troisième secteur avec lequel nous avons avancé est celui des religions - Luthériens, Catholiques, Ba Hai, Méthodistes, Musulmans - et nous commençons à préparer un parlement sur les religions et la Charte qui nécessitera la préparation de thèses, d'analyses, de rapports, un travail important afin de développer cela sérieusement.

Le quatrième espace est celui les peuples natifs et indigènes qui préparent un manifeste d'adhésion à la Charte ; viennent ensuite les jeunes, les professionnels, et malheureusement à la fin, les paysans.

Afrique de l'Ouest

- 1 Continuer le travail de traduction de la charte dans les grandes langues africaines (Pulaar, Mandinka, Haoussa etc.). On passera par ces langues pour faire connaître davantage la Charte.

- 2 Réunir certaines catégories socioprofessionnelles pour discuter et enrichir la charte (femmes, religieux, paysans, etc.).
- 3 Assurer la transversalité entre la Charte des responsabilités humaines et certaines chartes existant en Afrique notamment la « Charte africaine du partenariat entre habitants et collectivités locales » et la « Charte africaine pour une gouvernance légitime ».
- 4 Ce programme sera affiné par les activités provenant des autres pays où Markoua a développé des initiatives.

Egypte

- Finir l'étude sociologique
- Commencer le projet video (si les fonds le permettent)

Liban

Projets pour 2005

- Organiser une conférence sur la Charte et/ou
- Organiser une rencontre du Comité International d'Animation
- Produire un court métrage qui présente ce que les gens comprennent par "responsabilité", en reliant cela aux Droits Humains.
- Saisir l'occasion du Forum Social Mondial qui aura lieu dans un pays arabe (Maroc) pour travailler sur la diffusion de la Charte.

Aotearoa - Nouvelle Zélande

Nous continuerons la diffusion à travers les réseaux, organisations et groupes socioprofessionnels, et nous concentrerons particulièrement sur l'organisation d'un Symposium sur la Responsabilité et la Gouvernance Éthique. Il s'agira d'un événement interculturel, qui inclura les Peuples Maori, Pasifica, avec des contributeurs de Nouvelle Zélande et d'Australie.

Le Symposium fournira de la matière pour une publication, avec le travail de grands spécialistes de la gouvernance et de la responsabilité.

Travail sur un texte local et finition des traductions de la Charte

Il est souhaitable que soit produit un documentaire qui expose le travail autour de la Charte en Aotearoa, Nouvelle Zélande, dans le Pacifique et en Australie. Un

documentaire serait un outil pour la Charte et pour l'Alliance21, ainsi que pour la diffusion de la Charte. Cela dépendra des ressources.

Québec et Canada

Collaborations internationales

En plus d'assurer la promotion de la Charte des responsabilités humaines dans l'ensemble du pays, le comité d'animation canadien prévoit aussi de **créer des passerelles** avec des initiatives semblables, particulièrement celles provenant des États-Unis et d'Amérique latine.

Ainsi, en 2005 et 2006, nous envisageons de :

- animer un atelier dans le cadre d'une conférence ou sommet nord-américain, en collaboration avec le comité d'animation américain de l'Alliance citoyenne ;
- organiser une rencontre exploratoire réunissant les comités d'animation canadien et américain en vue de prendre contact et de jeter les bases d'une véritable collaboration ;
- Inviter un ou une représentant(e) d'un comité d'animation de l'Amérique latine à participer à une activité organisée en Amérique du Nord, afin d'établir une passerelle pour des collaborations futures.

- Conférence : Démocratie mondiale 2005 : Visions et stratégies de la société civile (Montréal, 29 mai au 1^{er} juin 2005)

Cette conférence internationale propose d'examiner les alternatives proposées par la société civile pour un monde plus démocratique.

Nous préparons actuellement une proposition pour un atelier intitulé « La Charte des responsabilités humaines : stratégies de mise en œuvre dans les Amériques ». L'atelier visera à familiariser les participants avec la Charte, ainsi qu'à présenter les efforts régionaux pour diffuser celle-ci et la mettre en œuvre. Dans le but de créer une passerelle avec les autres initiatives régionales de l'Alliance, nous comptons présenter un survol des progrès réalisés dans les Amériques, tout en faisant valoir la diversité des approches dans cette région. À cet effet, nous avons invité les membres de l'Alliance menant des activités de sensibilisation ailleurs en Amérique à se joindre au panel.

Etats-Unis

Tout d'abord nous continuerons à travailler sur toutes les activités que nous avons démarrées en 2003 et 2004, qui sont décrites ci-dessus. Rob continuera à travailler sur le développement du site web pour la Campagne Américaine pour la

Charte des responsabilités humaines, afin qu'il devienne une source de référence fondamentale pour ceux qui veulent agir de façon plus responsable et participer activement à nos activités de la Campagne. Nous souhaitons donc qu'il devienne une banque de données des meilleurs matériaux et informations pour tous les dépositaires d'enjeux qui s'intéressent à la durabilité, la paix et le désarmement et la gouvernance mondiale aux États-Unis (détails dans le rapport complet).

Évidemment, beaucoup, voire même la plupart des gouvernements ne remplissent pas encore pleinement leurs obligations envers la Charte ni leurs engagements envers des traités. L'appui et la participation à des Campagnes pour la durabilité et pour la paix et le désarmement pourraient contribuer à mettre en valeur ce fait et à insister pour que tous les gouvernements remplissent leurs responsabilités et qu'ils soient responsables vis-à-vis de leur peuple et de la communauté internationale s'ils ne le sont pas.

Annexe I

Plan de travail Europe 2004 / 5 coordinatrice : Yolanda Ziaka, GRECE

objectifs à long terme

Fournir un espace de connaissances, d'échanges et de réflexion à destination de différents types d'acteurs concernés par l'exercice de leurs responsabilités de manière à accroître l'impact de leurs activités sur la prise individuelle et collective des responsabilités humaines.

objectifs à moyen terme

1. Identifier, repérer des personnes, organisations, mouvements, groupes socioprofessionnels (ainsi que les manifestations qu'ils organisent) qui ont amorcé une réflexion et une action quant à leurs propres responsabilités dans un milieu professionnel donné (ex. chefs d'entreprises) ou encore quant à la responsabilité de nous tous (ex. travail d'ONGs sur la responsabilité de nous tous à l'égard de l'environnement en tant que consommateurs).

2. Rendre visibles et valoriser le travail de coordination pour l'Europe, ainsi que le travail de réflexion/action et les initiatives de ces personnes/organismes clés en Europe, autour de la notion de responsabilité. Identifier et mettre en valeur les initiatives les plus significatives, c'est-à-dire celles qui peuvent donner le plus d'inspiration et être répliquables facilement. Des liens seront établis avec le réseau de juristes travaillant sur les principes juridiques de la gouvernance, animé par François Ost, et les travaux entrepris par la Fondation pour les Générations Futures sur responsabilité, société civile et gouvernance.

3. Favoriser la mise en synergie entre acteurs

Développer des collaborations avec les personnes / groupes identifiés, diffuser leur travail à d'autres groupes / secteurs, les associer à notre projet.

Mener un travail de sensibilisation et d'éducation sur la notion de responsabilité, envers des groupes cibles particuliers (à titre indicatif, journalistes, éducateurs, membres d'ONG).

Introduire la réflexion sur la responsabilité (personnelle et collective) et la Charte en tant qu'outil de travail dans des milieux socio-professionnels divers, en s'appuyant sur les opportunités professionnelles immédiates.

4. Développer des synergies avec le travail des autres membres du Comité d'animation, au niveau mondial.

par où commencer

- La base de données du réseau Polis, 60 pays.
- La base de données des coordonnées des participants à la rencontre continentale de l'Alliance en Roumanie en 2001.

- Les Cahiers de propositions de *l'Alliance pour un monde responsable et solidaire* qui contiennent plusieurs exemples de réflexion et d'action autour de la question de responsabilité (ex. entreprise responsable, consommation éthique, empreinte écologique, etc)

METHODOLOGIE ET ACTION

1. Identification, repérage d'initiatives de réflexion / action autour de la responsabilité en Europe :

1.1. S'appuyer sur les connaissances/matériaux/initiatives déjà menées auxquels nous avons accès :

Identification de personnes et/ou organismes clés, en priorité, dans les pays de l'Europe de l'Est et du Nord et prise de contact personnalisé.

S'appuyer sur les opportunités professionnelles immédiates :

Milieu des éducateurs et des ONG environnementaux ;

Autorités régionales et locales et organisations internationales (« Conférence des Régions Periphériques et Maritimes de l'Europe », « Green Cross International », etc.) ;

Public lié à la réflexion sur la citoyenneté/démocratie européenne (réseau des conférences inter-citoyennes, projet « A wealth for Europe » dans le cadre du programme européen Socrate, cercles d'études dans des pays de l'Est et du Nord de l'Europe visant à vérifier si un discours politique européen commun peut émerger, ateliers de la citoyenneté à Lyon/Paris).

Recherche bibliographique, en commençant par les Cahiers de propositions de l'Alliance et en avançant à partir des références bibliographiques contenues dans les Cahiers.

1.2. Entrer en contact avec des acteurs que nous ne connaissons pas :

En rédigeant un dépliant informatif sur le contenu du projet en Europe et sur ses liaisons avec le travail mené sur les autres continents, en précisant en termes clairs ce que nous entendons par « responsabilité » ;

A travers l'identification de personnes pouvant relayer l'information sur la promotion de la Charte dans leur pays, milieux, réseaux, etc. ;

A travers une recherche sur Internet ;

En faisant le point sur l'existence des traductions de la Charte dans différentes langues européennes.

2. Mise en visibilité et valorisation du travail de coordination pour l'Europe, ainsi que du travail de réflexion / action de ces personnes / organismes clés en Europe, autour de la notion de responsabilité

- Création, structuration et animation, mise à jour régulière de la partie Europe du site web de la Charte. Favoriser les liens entre ce site et ceux des personnes et organisations repérées et essaimer notre travail sur d'autres sites.

3. Favoriser la mise en synergie entre acteurs

Selon les cas, juger de l'opportunité à diffuser le texte de la Charte aux publics auxquels nous avons accès en priorité.

Valorisation des actions et expériences menées sous forme de fiches d'expériences (explorer aussi d'autres modalités de valorisation).

Identifier les manifestations (conférences / réunions, etc.) où le travail de la Charte pourrait être présenté, ainsi que ses liaisons avec le travail mené dans d'autres continents.

Publications d'annonces informatives, d'articles, de comptes rendus d'expériences, etc., dans des revues, journaux, dans divers pays d'Europe.

4. Développer des synergies avec le travail des autres membres du Comité d'animation, au niveau mondial.

Via le comité de pilotage international

Via des rencontres internationales

Via l'élaboration conjointe de matériaux divers

STRATEGIE DE COMMUNICATION ET DE DIFFUSION

Site web – fiches d'expériences – publications – relais réseau – matériel pédagogique – forum de discussion

Activités de communication prévues en 2005

Présentation du travail autour de la Charte et des expériences concrètes dans le sens dans diverses conférences / réunions, etc., en Europe

Premiers rendez-vous, à ne pas manquer, les prochaines rencontres :

- du Forum Social Méditerranéen, Barcelone du 16 au 19 juin 2005

- du Forum Social Européen, Athènes, Grèce, au printemps 2005.

En dehors du FSM, identifier les rencontres / séminaires organisés par des milieux socioprofessionnels divers, sur des thèmes pouvant être liés à la prise de responsabilités, comme p.ex. réunion d'entrepreneurs ayant adopté des pratiques de responsabilité dans leur entreprise, réunions de groupements de citoyens sur l'immigration, d'ONG sur le commerce équitable, etc.

Création et animation de la partie Europe du site web de la Charte et mise à jour régulière, en priorité, par des fiches d'expériences.

Les pages du site web de la Charte des responsabilités humaines consacrées au travail mené en Europe vont petit à petit être enrichies par de nombreuses informations (liste

des membres du réseau relais, compte rendus de rencontres, informations sur les publications, séminaires, activités diverses, fiches d'expérience). Ce site sera l'outil principal de diffusion de notre travail, d'autant qu'aucune publication sur papier n'est prévue pour 2005.

Recueil d'expériences autour de la prise de responsabilités et rédaction de fiches d'expériences – insertion de ces fiches dans les pages web

Dans le cadre du travail autour de la Charte en Europe, il sera important d'élaborer des fiches d'expérience sur des travaux divers de réflexion et action autour de la responsabilité (ex. relater des expériences concrètes sur la responsabilisation des entrepreneurs, des consommateurs au travers du commerce équitable, etc.).

A partir de 2006, on pourrait envisager l'édition d'un livret compilant les fiches d'expériences, en deux langues.

Publications d'annonces informatives, d'articles, de comptes rendus d'expériences, etc., dans des revues, journaux, dans divers pays d'Europe

(repérage en 2005 et tentative de publication dans les sources repérées en 2006)

On procèdera par l'identification des revues, bulletins et autres médias écrits, publiés par des ONG, groupes socioprofessionnels divers, etc., qui seraient susceptibles de s'intéresser à diffuser des informations sur notre travail. A partir du matériel qui se préparera de toutes façons pour les pages web, on pourrait préparer des bulletins de presse, articles, comptes rendus d'expériences, etc., qui seraient diffusés par ces médias..

Activités de communication à partir de 2006

Constitution d'un réseau de personnes / organisations relais de l'animation de la Charte au niveau Européen

Ceci facilitera la diffusion de l'information sur la Charte, l'identification de personnes et d'organismes porteurs d'expériences, la diffusion de ces expériences et, éventuellement plus tard, la mise en place de projets concrets, en collaboration avec les membres de cette équipe, pour la prochaine étape (à partir de 2006). On fera attention à ce qu'il y ait un équilibre géographique à l'intérieur de ce réseau, ce qui demandera de cibler en priorité les pays de l'Europe du Nord, les pays Scandinaves et les Balkans. Cette action sera facilitée par les deux actions,... présentées ci-dessous.

Elaboration de matériels pédagogiques pour des publics – cibles particuliers

Pour l'élaboration du matériel pédagogique – petit livre ou bande dessinée, on peut présenter l'exemple de la responsabilité du consommateur à l'égard de l'environnement, en mettant en évidence la relation entre la complexité des questions environnementales et la responsabilité.

Mise en place d'un forum de discussion sur la notion de responsabilité

Ce forum serait ouvert aux éducateurs / membres d'ONG / groupes socioprofessionnels particuliers, mais aussi à un public large. Le forum aurait une fonction éducative en soi, c'est-à-dire, une personne, à travers sa participation au forum, sera sensibilisée sur la question. Le but serait de « faire une action éducative sur la notion de la responsabilité, en employant Internet comme outil»

ACTIONS A ENVISAGER A PARTIR DE 2006

1. Constitution d'un réseau d'animation de la Charte au niveau européen
2. Elaboration de matériel pédagogique sur la responsabilité
3. Forum de discussion sur Internet sur la notion de responsabilité

Annexe II

Membres du Comité international d'Animation de la Charte

(note : le profil des membres du Comité en français est disponible sur le site web de la Charte : http://allies.alliance21.org/charter/rubrique.php3?id_rubrique=41&lang=fr)

ZHAO Yifeng **CHINE** zhaoyf_2000@yahoo.com

Professor in history at the North east Normal University of Changchun Jilin, China.

Sudha SREENIVASA REDDY **INDE** sudha_gss@yahoo.com

Masters in Sociology. Social worker and activist for alternatives to development in two of the southern states of India, Karnataka and Andhra Pradesh.

Actively participating in the Peoples' initiative of bringing peace and friendship between India and Pakistan.

Pinky CASTELO-CUPINO **PHILIPPINES** pcupino@hotmail.com

Social development worker. Executive Director of the Centre for Positive Futures, a non-stock, non-profit organization providing educational opportunities to the economically disadvantaged.

Isis de PALMA **BRESIL** isis@educ-imagens.com.br

Co-director of an NGO called Ágora Institute in Defense of Voters and Democracy. Member of the coordination of CIVES - Brazilian Association of Entrepreneurs for Citizenship. Involved with the National Conference for the Environment for the Brazilian government.

Diego ESCOBAR DIAZ **COLOMBIE** redconspaz@cinep.org.co

Researcher at CINEP (centro de investigación y educación popular), Bogotá, Colombia.

Claire LAUNAY claunay@cinep.org.co

Coordinator at CINEP on two projects : the dissemination of the Charter of Human Responsibilities and the creation of a methodological centre focused on issues of regional integration in South America.

Carlos LIBERONA **CHILI** corayun@hotmail.com

Director of NGO to support the social and popular construction, as well as the Mapuche and Aymara Peoples, the migrants, the education against discrimination.

Sidiki DAFF **SENEGALI** sidiki.daff@sentoo.sn

Professor of history. Engaged in NGO work, political life and trade unions in Senegal. One of the founding members of the International Alliance of Inhabitants.

John STEWART **ZIMBABWE** info.thabo@zimbaweb.net

Southern African living in Zimbabwe. Director of a service organization called NOVASC (Non-violent Action and Strategies for Social Change), which trains individuals and collective organizations in skills of negotiation, mediation and leadership and which participates in peace-building and human rights organizations in Zimbabwe.

Ziad MAJED LIBAN zmajed@hotmail.com; ziadm@cyberia.net.lb

Journalist. Researcher on Political Sciences.

Amina RACHID **EGYPTE** aminarachid@hotmail.com

Professor of French language and literature at the university of Cairo

Betsan MARTIN AOTEAROA-NOUVELLE ZELANDE betsan.martin@paradise.net.nz

Professional training in educational philosophy, seeking methodologies that reflect an ecological worldview, working in solidarity with indigenous people.

Yolanda ZIAKA **GRECE** polis@otenet.gr

Economist by training, specialized in Environmental Education. Coordinator of European projects and international relations of the Region of the Aegean of the South.

Cécile SABOURIN **CANADA** cecile.sabourin@uquat.ca

Professor in Economics at the University of Québec Abitibi-Témiscamingue. Member of the Executive Committee of the Québec Federation of university professors. Facilitation and coordination of the Alliance Group on Women and Economy.

Rob WHEELER **ETATS UNIS** robineagle@worldcitizen.org

UN Representative for the Association of World Citizens and the Global Ecovillage Network. Serves on the International Steering Committee for the UN's new initiative on Access to Basic Services for All. Coordinator of the Coalition for a World Parliament and Global Democracy and an International Representative for the San Francisco Peoples Assembly's UN 60th Campaign to Empower the United Nations

Edith SIZOO **PAYS BAS** edith.sizoo@wanadoo.fr

Socio-linguist. 25 years involved in development cooperation. Director of the Netherlands Federation of NGOs. International coordinator of the South North Network Cultures and Development. Is now serving as Coordinator of the International Committee for the promotion of the Charter of Human Responsibilities.